

EN MARCHÉ I

Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Volume X, n° 4, Décembre 1989

N I C A R A G U A Dix ans de révolution



jamás hubo tanta patria en un corazón.

1979-1989 X aniversario de la revolución popular sandinista

«Il n'y a jamais eu autant de patrie dans un cœur!»

Le souffle du Nicaragua

Le Nicaragua n'a jamais miné le port de Miami. Le Nicaragua n'a jamais créé une armée de mercenaires ayant pour mission de renverser le gouvernement américain, détruisant au passage les récoltes des fermiers du Mid-West, faisant exploser les lignes de transport d'électricité et terrorisant la population civile. Le Nicaragua n'a jamais imposé un blocus économique aux États-Unis poussant l'économie américaine à la ruine. Et pourtant, c'est George Bush, ce républicain "grand démocrate", qui fait la leçon à Daniel Ortega. Et avec quel mépris!

Depuis deux ans, le gouvernement sandiniste a multiplié les compromis: cessez-le-feu unilatéral, amnistie pour les contras, élections anticipées sous observation internationale, démobilisation de l'armée nicaraguayenne, libéralisation du marché, totale liberté de presse, etc. En s'engageant dans la voie de la négociation avec l'opposition et en particulier avec la contra, les sandinistes choisissaient un chemin bien périlleux. Mais avaient-ils le choix? Alors que le gouvernement de Managua acceptait les conditions posées par Esquipulas II, la contra continuait sans cesse, malgré des forces sérieusement diminuées, de harceler les populations civiles du nord du pays. Chaque semaine ramenait son lot de massacres et de nouvelles victimes de la contra américaine. Fin octobre 89, l'administration Ortega décidait de protéger la population de son pays et ainsi donc, de ne pas renouveler le cessez-le-feu. Confortablement installées en Occident, les élites politiques américaines se sont empressées de dénoncer "la dictature ortegienne".

Au pouvoir depuis dix ans, les sandinistes ont commis plusieurs erreurs d'ordres stratégique et idéologique. C'est condamnable, mais dans le contexte de cette jeune révolution, cela n'a rien d'étonnant. Ce qui étonne, c'est d'entendre les leaders du gouvernement les reconnaître aussi franchement! La révolution sandiniste est encore bien imparfaite mais elle inspire et donne du souffle. Pour reprendre l'expression d'un brillant analyste centro-américain, Xavier Gorostiza, "le Nicaragua prouve que le changement est possible bien que le chemin pour y parvenir soit très douloureux". Nous voulons rendre hommage au peuple nicaraguayen pour le souffle et l'espérance qu'il nous donne.

Grandeurs et misères d'une révolution

par Lorraine Guay

Réunis dans une table-ronde, des militant-e-s de la solidarité avec le Nicaragua ont tenté de faire une brève analyse de la conjoncture à partir de "leur" expérience du Nicaragua. Plusieurs en effet y ont séjourné longtemps et d'autres en revenaient "tout frais", ayant participé cet été aux événements du 10e anniversaire. Cette rencontre n'avait aucune prétention scientifique: elle voulait seulement tenter de comprendre le Nicaragua d'aujourd'hui à travers la perception qu'en avaient des Québécois-ses impliqué-e-s dans la solidarité avec le peuple nicaraguayen. Nous vous livrons ici les réflexions surgies du débat.

QU'EN EST-IL DE LA SITUATION ECONOMIQUE ?

Tous et toutes s'accordent à dire qu'elle est difficile, extrêmement difficile. Au point où le New-York Times a pu écrire, faussement d'ailleurs, que le Nicaragua avait délogé Haïti au rang de pays le plus pauvre d'Amérique latine. Cette accusation a été vivement réfutée par l'économiste bien connu Gorostiaga. Le New-York Times s'est rétracté bien mollement.

Mais reste que la situation économique est préoccupante. Des phénomènes qu'on avait cru disparus à tout jamais, suite au triomphe de 1979, ont refait surface: réapparition de la mendicité dans les villes (pour certains participants par ailleurs, il semble que ce phénomène ait toujours été plus ou moins présent) recrudescence de certaines maladies infectieuses jusque là contrôlées par la vaccination, la prévention et l'éducation sanitaire; le phénomène de la faim recommence également, selon l'avis de certains médecins, à faire des ravages surtout chez les enfants. Et ce, malgré le fait qu'il n'y a pas de problèmes d'approvisionnement: les marchés seraient bien fournis en produits alimentaires du moins dans les villes. Dans certains villages par ailleurs, suite aux pertes de récoltes en août dernier (surtout le maïs et les fèves), il y

aurait des difficultés d'approvisionnement. Mais un bon nombre de paysans possèdent leur petit lopin de terre qui leur permet de cultiver les quelques aliments traditionnels qui sont la base du menu quotidien au Nicaragua: maïs et frijoles (fèves rouges).

La précarité de la situation économique se traduit également par une inflation galopante qui, sans se comparer à celle de l'Argentine, a déjà frôlé les 36,000% en 1988 !!! Le Gouvernement avait donc tenté en février de cette année-là d'instaurer une réforme monétaire dans le but de contrôler l'inflation. Rien n'y fit. Aucun contrôle ne semblait possible. Les prix changeaient continuellement. On appelait même les lundis "lunes negros" (les lundis noirs) car c'était le jour où l'on fixait les prix, continuellement à la hausse. Les augmentations de salaires décrétés à la même période s'avéraient incapables de suivre le rythme de l'inflation et de le compenser, d'où l'impossibilité pour l'immense majorité de la population de se procurer les biens essentiels, même s'il y en avait (comme il a été dit plus haut). On avait également l'impression qu'il n'y avait plus de produits subventionnés (généralement les produits de première nécessité afin d'en rendre l'accès plus universel): tout sur le marché libre !

La récession a frappé tous les secteurs, même le secteur agricole pourtant le plus important. Les exportations sont passées, entre 1984 et 1988, de 428 millions à 235 millions de dollars. L'inflation (33,600% en 1988) a rongé les salaires. Une opération chirurgicale eut lieu en février 1988: la monnaie perdait trois zéros. Il a fallu refaire la même chose trois mois plus tard. Des mesures drastiques ont été prises en juin 1989: trois dévaluations successives dont une de 110%. Du coup, l'inflation a été réduite à 9% en juillet 1989, mais le pouvoir d'achat a baissé de 3.5% par an de 1984 à 1989. Le revenu par personne est descendu au niveau de 1960.

(*Le Monde Diplomatique*, octobre 1989)

Le déficit budgétaire a forcé le gouvernement à effectuer des redressement majeurs qui ressemblent malheureusement à la "médecine de cheval" du FMI (Fonds monétaire international). Ainsi, on a effectué des coupures dans le secteur des affaires sociales, de l'éducation, des garderies: diminution en personnel, matériel, aliments, ce qui a provoqué évidemment la mise en branle du "système D" et même une certaine réorientation des demandes face aux ONG: on ne parle plus tellement de projets de développement mais de satisfaction de besoins immédiats. Il s'agit carrément de survivre, de protéger les fragiles acquis du long processus révolutionnaire.

La plus importante et la plus impopulaire des mesures de réduction du déficit demeure bien sûr la "compactacion" i.e. la réduction des effectifs de l'Etat: 20,000 fonctionnaires ont été mis à pied. On leur a proposé de se recycler dans le secteur de la production et même le Gouvernement était disposé à leur faciliter

la tâche à ce niveau. Mais pour un fonctionnaire, troquer le crayon pour la machete ne va pas de soi ! **D'autant plus que nombre de ces fonctionnaires ne sont pas ou ne sont plus des disciples fidèles de Sandino: la mentalité somoziste (i.e. cette mentalité héritée d'un système d'exploitation capitaliste et qui vise à maintenir le statut quo pour une minorité de privilégiés, système qui refuse toute transformation sociale) est encore loin d'avoir disparu de la fonction publique nicaraguayenne.**

MAIS POURQUOI UNE TELLE SITUATION ?

Dans son reportage très controversé sur les dix ans de la révolution sandiniste, Bertrand de la Grange faisait dire entre autre, à une fillette que tout cela c'était la faute à "Daniel" (Ortége bien sûr) le président du Nicaragua.

Cette analyse simpliste ne couvre évidemment pas tout le champ de la réalité. Et il convient de ne pas



mettre toutes les causes sur le même pied d'égalité.

Il existe entre autres des causes liées à l'histoire de ce pays: n'oublions pas que le Nicaragua était, avec le Honduras, le pays sous-développé le plus pauvre de l'Amérique centrale: pratiquement aucune infrastructure industrielle (contrairement au Salvador et au Guatemala); aucun service pour la population; aucun

cadre formé pour assumer des tâches de direction. Par exemple, il n'y avait même pas d'école supérieure d'agri-culture... encore moins une faculté universitaire !!! N'oublions pas non plus l'état lamentable dans lequel Somoza a laissé le pays au moment de sa chute: les sandinistes ont en effet hérité d'un pays en ruine, exsangue, endetté de milliards de dollars et boycotté par toutes les institutions financières internationales.

Il existe aussi des causes liées à la dynamique même du processus révolutionnaire et aux mesures économiques mises de l'avant par les sandinistes. Certains participants ont parlé du "paternalisme économique" du Gouvernement: on a beaucoup donné aux gens en termes de services mais on a peu exigé en terme de production, ce qui a provoqué un énorme déficit budgétaire qu'on tente maintenant de régler avec les politiques monétaristes à la FMI.

De plus, et contrairement à la croyance populaire, le Nicaragua n'est pas un pays "socialiste" au sens habituel du terme i.e. dont l'économie est entièrement contrôlée par l'Etat (économie centralisée et

priétaire de plusieurs moyens de production) et en désaccord avec l'orientation de l'Etat. Par exemple, le secteur privé a systématiquement pratiqué ce qu'on appelle la "décapitalisation" i.e. le refus absolu d'investir dans le développement du pays.

Mais la cause première de toute cette misère, et de loin la plus importante, demeure l'asphyxie économique imposée au Nicaragua par l'administration américaine. Cette guerre économique que les Etats-Unis font au Nicaragua par contras interposés a forcé le gouvernement à effectuer un virage draconien de ses investissements budgétaires: tout ce qui, dès l'été 1979, avait été consacré au développement de l'éducation, de la santé, de la production agricole, etc., tout cela s'est vu réaffecté au budget de la défense. Il n'était plus question de se développer, il n'était question que de survivre en tant que nation et en tant que peuple décidé à imprimer à son histoire une direction autre que celle décrétée pour lui par les USA. Toutes les maigres ressources de ce petit pays dont la population n'atteint même pas 3 millions d'habitants y ont passé.



Outre la guerre, le Nicaragua a été victime de la plus grande répression économique jamais appliquée à un pays au niveau international.

Dès le lendemain de la prise du pouvoir par les sandinistes, le Fonds

planifiée). Le projet économique des sandinistes repose sur le concept d'une économie mixte (secteur étatique-secteur privé). Or, le secteur privé, (les propriétaires fonciers, certains industriels entre autres), contrôle encore une très grande partie de l'économie du pays. D'où une marge de manoeuvre très limitée pour le gouvernement obligé de composer avec un secteur fort sur le plan économique (parce que pro-

monétaire international et la Banque mondiale leur ont claqué la porte au nez non sans exiger par ailleurs que le Nicaragua rembourse "sa" dette en totalité. Ces puissantes institutions financières savaient fort pertinemment que c'était Somoza qui avait contracté ces dettes pour s'enrichir lui et sa famille, que la population n'en avait que très peu retiré, et que les sandinistes n'étaient en rien responsables de ce marasme. Pas

question non plus de renégocier les termes de la dette, pas question évidemment d'avoir accès à des prêts comme ce fut le cas pour le Chili de Pinochet. On se rappellera en effet qu'au lendemain du coup d'état, le général était reçu à bras ouverts par les dirigeants du FMI et de la BM. Deux poids, deux mesures !!! Et cette répression économique continue avec le même acharnement: lors de la dernière conférence de Stockholm les USA ont systématiquement empêché que la communauté internationale n'entende le cri d'alarme du Nicaragua.

Le Nicaragua est également victime d'un embargo économique sans précédent (sauf pour Cuba) de la part des Etats-Unis. L'Etat-Somoza n'achetait que dans un seul magasin: les Etats-Unis. Tout le pays devait s'approvisionner en tout auprès de cet unique fournisseur. Et il faut se rappeler que 75% des exportations nicaraguayennes étaient dirigées vers les Etats-Unis d'où la dépendance extrême du PNB envers cette superpuissance.

Et du jour au lendemain, le Nicaragua se colle le nez à une porte fermée. Du jour au lendemain, il faut chercher ailleurs les pièces d'équipement, le matériel agricole, les biens de consommation qu'on ne produit pas chez soi (aucun infrastructure d'usines de transformation proprement nicaraguayenne n'avait en effet été tolérée par les USA à l'époque de Somoza). Du jour au lendemain, il faut aussi chercher de nouveaux débouchés pour ses produits. Le Nicaragua n'a pas été capable de trouver immédiatement de nouveaux acheteurs et ceux qu'il a trouvés (la Hollande pour le café par exemple) impliquaient des coûts supérieurs: il en coûte plus cher en effet d'exporter en Europe qu'aux Etats-Unis! La réorientation complète d'une économie ne se fait pas sans conséquences graves pour un peuple.

On peut affirmer, sans crainte de se tromper que l'administration américaine (appuyée tacitement par le Canada) a volé au moins 10 ans de vie au peuple nicaraguayen. Les Etats-Unis portent la responsabilité historique d'avoir tué ce peuple une deuxième fois, la première étant d'avoir soutenu pendant des généra-

tions une des dictatures les plus sanguinaires de l'histoire latino-américaine. Roosevelt avait été très limpide sur cette question lorsqu'il avait affirmé: "Somoza est un enfant de chienne mais c'est "notre" enfant de chienne"!!!

DES CONSÉQUENCES GRAVES

Comme nous l'avons mentionné plus haut, le réaligement d'une économie de sous-développement ne se fait pas sans heurts. Ces difficultés économiques qui durent (on peut toujours se serrer la ceinture un certain temps, mais pas toujours ... et c'est long dix ans surtout quand l'espérance de vie n'est pas très élevée) entraînent un mécontentement certain. En général la population comprend le pourquoi de cette situation. Mais elle est tannée ... "On a not' voyage" dirait-on ici.

Une des manifestations de ce mécontentement, c'est l'émigration. Plusieurs nicaraguayen-nes quittent le pays. Certains n'hésitent pas à dire qu'ils ont été réprimés, torturés mêmes (ils admettent par ailleurs en privé que c'est totalement faux) afin d'obtenir un statut de réfugiés ... au Canada entre autre qui leur facilite l'accès. Ces gens envoient immédiatement de l'argent à leur famille restée au pays et la famille peut acheter en \$ américains un certain nombre de produits jusque-là réservés aux détenteurs de \$, la plupart du temps des étrangers. Les familles revendent alors dans la rue ces produits, contribuant au gonflement d'une sorte d'économie informelle et déstabilisante.

Autre manifestation inévitable du mécontentement: une certaine baisse de popularité des sandinistes. Il est indéniable que les dix années d'exercice du pouvoir ont quelque peu usé le prestige des dirigeants révolutionnaires. Compte-tenu des conditions dans lesquelles ils ont gouverné, il ne pouvait logiquement en être autrement. Le miracle c'est plutôt que leur crédibilité se soit maintenue !!!

Et cela tient aux liens encore très puissants qui unissent les sandinistes au peuple nicaraguayen. Oui

le peuple grogne. Oui le peuple en a marre . Oui le peuple critique haut et fort. Mais, non, le gouvernement ne réprime pas le peuple comme c'est le cas en d'autres endroits d'Amérique latine (Vénézuéla par exemple). Non, il n'y a pas de révoltes, ni d'émeutes. Malgré la baisse de leur popularité, de l'avis de tous les participant-e-s à la table-ronde, les sandinistes continuent de jouir d'un capital politique certain. Une bonne majorité de la population, sans être des inconditionnels, continue d'avoir confiance. D'autant plus qu'à droite, le paysage n'est pas très reluisant ni "l'alternative" très enthousiasmante ! Cette droite, ne l'oublions pas, c'est la même que sous le régime de Somoza: les gens en connaissent les multiples visages, même si certains sont maquillés ...Le peuple du Nicaragua n'est pas dupe.

AU PLAN POLITIQUE, LA SITUATION BOUGE TRES RAPIDEMENT

Certains éléments ont été mentionnés qui



modifient au jour le jour presque le paysage politique du Nicaragua.

a) Les Accords de Tela ont suscité d'immenses espoirs de mettre fin à la guerre et de faire en sorte que le Nicaragua puisse enfin respirer ! Le démantèlement de la contra est chose acquise. Certains participants à

la table-ronde ont quand même exprimé des réserves: les contras, certains du moins et il n'en faut pas beaucoup, vont continuer de perturber l'activité économique du pays. Et la contra continue son travail dévastateur malgré et contre l'accord de Tela: selon les chiffres officiels, il y aurait eu depuis août 1989 (date de l'entente concernant le démantèlement de la contra), 580 morts en deux mois et 10 coopératives agricoles ont été brûlées.

Malgré les accords de mars 1988 dans le cadre des négociations d'Esquipulas II et malgré le traité de Tela, signé le 7 août 1989 au Honduras entre les cinq présidents d'Amérique centrale, qui prévoit le démantèlement de la Contra d'ici au 7 décembre 1989, la guerre n'est pas totalement terminée au Nicaragua. La Contra poursuit ses coups de main, entretenant l'insécurité dans certaines zones du pays. Alors que les accords et le traité sont signés, des hommes et des femmes sont encore enlevé-e-s ou assassiné-e-s. (Le Monde diplomatique, oct 89)

De plus, Bermudez, le général de la contra aurait dit ouvertement et publiquement: "Ni muerto vamos a entregar las armas", ce qu'on pourrait traduire en langage populaire par: "même si on devait nous passer sur le corps, nous

ne remettons pas nos armes" ...

Enfin la contra continue d'exercer plusieurs formes de terreur visant à empêcher le processus d'inscription de la population sur les listes électorales.

b) L'annonce des élections prochaines a suscité tout un branle-bas de combat dans le pays. La loi électorale qui est une des lois les plus libérales jamais

mise en vigueur (encore plus libérale que notre propre loi électorale qui ne reconnaît pas la proportionnelle par exemple) garantit des conditions optimales de participation et d'intégrité. Il existe officiellement 21 partis politiques d'opposition. Onze d'entre eux ont formé une coalition appelée UNO et se sont choisis une candidate unique, Violetta Chamorro (veuve de l'ex-directeur de La Prensa assassiné par Somoza). Sa candidature suscite déjà semble-t-il des remous au sein de l'opposition. Certains partis de "gauche"... (qui n'en sont pas à une contradiction près semble-il !!!) participent à cette coalition. Cette opposition se caractérise par une absence totale de projet politique cohérent si ce n'est leur volonté unanime de voir le Nicaragua se débarrasser des sandinistes pour pouvoir enfin réintégrer docilement le bercail américain. Comme l'a bien exprimé une des participantes à la table-ronde: "On dirait que les candidats de l'opposition ont l'air de se représenter eux-mêmes. Ils n'ont aucun projet politique". Ils ont par ailleurs déjà commencé à utiliser des "tactiques électorales" bien connues de "nos" bonnes et pures démocraties : avec les millions de \$ des Etats-Unis (la loi électorale permet en effet aux partis de recevoir des contributions de l'extérieur), certains partis ont entrepris la distribution de vivres et de vêtements dans l'intention avouée "d'acheter" les votes et de faire miroiter un meilleur avenir économique pour la population.

Pour contrer cette démagogie de bas étage, il faut entreprendre un formidable travail d'éducation populaire, de conscientisation autour des enjeux que représentent ces élections pour l'avenir du pays. Ce ne sera pas tâche facile compte-tenu de la complexité même du vote (une seule liste où l'on doit voter en même temps pour la présidence, la vice-présidence, l'assemblée législative, les conseils municipaux et le parlement centreaméricain) et compte-tenu que plusieurs électeurs sont analphabètes. La droite, elle, bénéficierait du vote de gens "plus instruits"...

c) On assiste également à un réenlignement de la politique américaine vis-à-vis le Nicaragua. Les

Accords de Tela constituent un échec politique pour les Etats-Unis. Il n'était pas question pour eux de "désarmer" les contras avant des "élections libres". L'administration américaine voulait ainsi conserver sa capacité de pression "physique" sur le Nicaragua. Cet échec a obligé Bush à refaire ses devoirs et à trouver d'autres moyens de poursuivre la guerre contre le Nicaragua. Et il l'a trouvé bien sûr: le champ de bataille se transporte des camps de la contra aux manoeuvres pour discréditer les prochaines élections. Ils ne veulent surtout pas voir des "élections libres" légitimer un gouvernement dont ils ne veulent pas et qu'ils ont combattu avec acharnement depuis 10 ans. D'où leurs récentes offensives "médiatiques": annonces que le processus électoral n'est pas démocratique, affirmation qu'ils ne reconnaîtront pas le gouvernement issu de cette "farce électorale", appels à ne pas envoyer d'observateurs sur place, etc. ... bref l'application du modèle panaméen !

Cette tactique n'a pas encore réussi pleinement. Le Nicaragua a obtenu qu'une mission officielle d'observation de l'ONU et de l'OEA se rende au Nicaragua et fasse rapport à la communauté internationale. Plusieurs pays ont également annoncé leur participation en envoyant de telles missions, dont le Parlement européen. D'autres, comme la France et la Hollande, investissent des sommes énormes dans la logistique électorale. La contribution du Canada s'élève présentement à \$700,000 mais dont seulement \$40,000 sont effectivement parvenus à destination. C'est maintenant que le Nicaragua a besoin de ces sommes et non pas une fois les élections passées !!!

Mais on ne doit pas s'y tromper. La politique américaine demeure essentiellement la même: continuer d'axer le Nicaragua. Et pour cela, ils n'hésiteront pas à déplacer complètement le focus vers la lutte aux trafiquants de narcotiques ... profitant de l'occasion bien sûr pour passer au hachoir tout ce qui existe de dirigeants populaires, syndicaux, révolutionnaires au sud.

QUELS DÉFIS, ALORS, POUR LE PEUPLE NICARAGUAYEN ?

Au plan international, le Nicaragua est en bonne posture pour renforcer certaines alliances, entre autre avec la communauté européenne et des pays de puissance intermédiaire comme le Canada, le Japon qui ont intérêt à prendre leur distance par rapport aux Etats-Unis en Amérique centrale.

Au plan régional, le Nicaragua est appelé à jouer un rôle majeur dans ce que Gorostiaga appelle le défi de la centro-américanité. C'est uniquement dans la mesure où la dynamique centro-américaine peut se développer que les pays de cette région du monde vont devenir à la fois interlocuteur et partenaire au sein de la communauté internationale.

Au plan intérieur, d'une certaine façon, c'est le défi du recommencement. Quand les contras auront majoritairement plié bagage, le gouvernement sandiniste se retrouvera devant les mêmes défis qui l'attendaient au lendemain du renversement de Somoza:

— comment repasser d'une économie de guerre à une économie de développement et pas de n'importe quel type de développement. ?

— comment redonner le "feu sacré" aux gens et permettre ainsi de stopper l'hémorragie de professionnels, techniciens, cadres, experts de toutes sortes qui quittent le pays à cause des conditions trop difficiles de rémunération entre autre ?

— comment poursuivre les efforts dans des secteurs aussi névralgiques que la réforme agraire, le transport, l'éducation et la santé ?

— comment éviter les écueils de la bureaucratie ? Il est indéniable que la proximité du pouvoir entraîne la tentation des privilèges: on s'embourgeoise plus facilement, on s'octroie des privilèges, etc. Les élections du 25 février prochain, forcément, vont permettre de juger non seulement le parti de la révolution mais le parti qui gère le pays depuis 10 ans. Certes, en ce qui concerne les accroc à la morale révolutionnaire il n'y a pas de commune mesure avec ce qui se passe ailleurs en Amérique latine ou dans d'autres pays du monde (le nôtre y compris), mais dans le contexte nicaraguayen "ça ne passe pas tellement". Le peuple est extrêmement exigeant pour ceux qui prétendent vouloir "changer la vie"...

— comment rejeunir et démocratiser les propres structures du FSLN, largement héritées des années de la clandestinité et de la guerre. Le parti en effet doit compter avec la montée d'un certain nombre de jeunes qui, sans remettre en cause bien sûr la légitimité historique et la nécessité conjoncturelle d'une formation comme le FSLN, expriment d'autres aspirations en terme de participation démocratique à la vie de leur parti ?

— comment répondre aux formidables aspirations des femmes qui, un grand nombre d'hommes étant au front, ont tenu le fort pendant toutes ces années ? Avec le retour des guerriers, elles ne vont certes pas accepter de retourner bien docilement à leurs chaudrons

Mais d'abord et avant tout, le défi unique, le plus important parce qu'il va déterminer si oui ou non le processus nicaraguayen va pouvoir continuer, c'est celui de remporter les élections le 25 février prochain.

Campagne de levée de fonds pour les élections

Les élections se préparent fébrilement au Nicaragua. Mais les campagnes électorales, ça coûte cher. Mme Chamora, éditrice de **La Prensa** et principale candidate d'opposant à Daniel Ortega à la présidence du pays, en sait sûrement quelque chose puisqu'elle reçoit de généreuses donations du gouvernement américain (2 000 000\$ officiellement à ce jour). Si vous souhaitez faire humblement contre-poids à cette "offensive de l'Empire", rien de plus facile. Le Réseau de solidarité avec l'Amérique centrale organise une levée de fonds pour soutenir la campagne électorale du FSLN. La solidarité des individus est très importante puisque le FSLN, comme parti politique, ne peut évidemment pas bénéficier des fonds octroyés par les organisations non-gouvernementales.

Faire les chèques à l'ordre de: **Réseau de solidarité avec l'Amérique centrale, Fonds FSLN**; à l'adresse suivante: 7685 Boischatel, St-Léonard, Qué. H1S 2K9

QUELS DÉFIS, ALORS, POUR LA SOLIDARITÉ QUÉBÉCOISE ?

Il n'y a pas cinquante mille façons de manifester notre solidarité avec le peuple du Nicaragua dans les circonstances actuelles. Il nous faut appuyer le processus électoral et aider les sandinistes à conserver le pouvoir. Il en va non seulement de la liberté des Nicaraguayen-ne-s, mais de notre propre liberté.

Quels moyens privilégier ?

— envoi de mission d'observation, de tous les niveaux, pour connaître de première main ce qui se passe et être en mesure de contrer la couverture des journaux qu'on prévoit biaisée à l'avance (nous avons une longue expérience dans ce domaine ...);

— développer une stratégie d'intervention auprès des medias; et dans ce contexte, bien définir l'esprit avec lequel nous formulons nos critiques face au Nicaragua. Il ne s'agit pas de se fermer les yeux ou de nier les faiblesses, il s'agit de ne pas tout mettre sur un pied d'égalité et de perdre de vue l'essentiel des enjeux à l'heure actuelle: la poursuite de la révolution au Nicaragua;

— faire pression auprès du gouvernement canadien pour que ce dernier verse immédiatement les sommes promises;

— financer directement le FSLN (voir trouverez ci-joint une invitation personnelle à le faire).

EN CONCLUSION

Tous les participant-e-s ont mentionné que, malgré d'énormes difficultés, le peuple nicaraguayen continue de démontrer un courage, une énergie et une vitalité peu commune. Sa capacité même de souffrir est une preuve de résistance.

Plusieurs cet été ont senti que le vent commençait à tourner. On notait des signes d'espoir. Ce sont les jeunes qui constituent la majorité de la population au Nicaragua. Plusieurs auront droit de vote aux élections.

Ils sont passés par l'épreuve du sang. La guerre contre les contras leur aura fait comprendre encore mieux, si cela était nécessaire, que le Nicaragua ne peut revenir en arrière. Ils vont troquer leur fusil pour un bulletin de vote. On connaît l'issue de leur combat contre la contra ...

NOS REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier chaleureusement Bernard Vallée de l'ICEA qui a séjourné au Nicaragua cet été dans le cadre d'échanges avec les groupes d'éducation populaire ; Scott Evenson, traducteur, qui réside au Nicaragua depuis 6 ans; Jean-Jacques Dubois et Jocelyne Tousignant, étudiants qui ont séjourné au Nicaragua cet été; Micheline Jourdain de la CEQ, ex-coopérante de l'OCSD au Nicaragua; Clotilde Bertrand permanente à CISO, de retour d'une brigade de travail au Nicaragua cet été; Clotilde Lemay, sœur auxiliaire qui a voyagé au Nicaragua au printemps dernier dans le cadre de la programmation de Développement et Paix; Henri Coursol, pme, missionnaire de longue date au Nicaragua; Jean Robilaille du CCDHAL et Raymonde Fortier de la JEC ayant participé tous les deux à la rencontre internationale Romero qui se tenait à Managua cet été; Barbara Zerter du Groupe inter-agences de surveillance sur le Salvador, Nicole Leduc et Lorraine Guay du CCDHAL.

LES RELATIONS NICARAGUA-U.S.A.

par Reuter

1979: Les sandinistes renversent le gouvernement d'Anastasio Somoza Debayle.

1981: L'administration Reagan accuse les sandinistes d'armer les rebelles marxistes du El Salvador et suspend son aide au Nicaragua.

1983: Les rebelles soutenus par les É.-U. (les contras), exercent une pression croissante sur les sandinistes, par leurs incursions à partir du Honduras.

1984: L'implication de la CIA dans le minage des ports nicaraguayens est mise à jour. Les sandinistes gagnent la première élection générale depuis 1979; Daniel Ortega Saavedra, un des dirigeants de la junte, devient président.

1985: Les pourparlers entre le Nicaragua et les États-Unis tombent à l'eau. Le président Reagan impose de nouvelles sanctions commerciales et le Congrès approuve une aide non-militaire de \$27 millions aux Contras.

juin 1986: La Chambre des représentants des É.-U. approuve une aide, tant militaire qu'humanitaire, de \$100 millions aux contras.

novembre 1986: L'affaire Iran-Contra fait éruption avec la divulgation que des officiels de l'administration Reagan ont vendu des armes à l'Iran et en ont détourné les profits aux contras.

février 1987: Le président Oscar Arias Sanchez, du Costa Rica, propose un plan de paix régionale. La proposition, conçue pour amener la fin des conflits de guérilla au Nicaragua, El Salvador, Guatemala, en appelle aux pays de l'Amérique centrale pour qu'ils cessent leur aide aux groupes insurgés et qu'ils négocient les cessez-le-feu, les amnisties et les libertés politiques et de la presse. Les présidents de cinq pays centro-américains endossent le plan en août.

janvier 1988: Le président Ortega annonce que les entretiens avec les contras vont commencer.

février 1988: Le Congrès U.S. rejette le renouvellement de l'aide militaire aux contras.

mars 1988: Le gouvernement nicaraguayen et les contras conviennent d'un cessez-le-feu de 60 jours à partir du 1er avril. Les négociations en vue d'une paix définitive sont rompues en juin.

février 1989: Les présidents centro-américains signent une entente engageant le Nicaragua à des changements démocratiques et à hâter ses élections avec en retour un gage qu'un plan de dispersion des bandes de contras sera formulé dans les 90 jours.

avril 1989: Le Congrès U.S. approuve une aide "humanitaire" de \$50 millions aux contras et accepte de continuer ce type d'aide jusqu'à ce que les élections aient lieu au Nicaragua.

4 août 1989: Les sandinistes et les partis d'opposition du Nicaragua signent une entente demandant que les contras établis au Honduras se dispersent et fixant la date des élections à février 1990.

7 août 1989: Cinq présidents d'Amérique centrale font part d'un accord prévoyant le démantèlement, sous surveillance internationale, des camps de base des contras au Honduras pour décembre prochain.

Source: The New-York Times, Wednesday, August 9, 1989.

Une entrevue avec Henri Coursol

UNE TERRE DE LIBÉRATIONS

propos recueillis par Nicole Leduc

HENRI COURSOL est prêtre des Missions étrangères. Après une vingtaine d'années au Honduras, il choisit, après 1979, de travailler dans la région d'Esteli, au Nicaragua. Le 8 septembre dernier, il acceptait d'échanger avec l'équipe de CAMINANDO sur la problématique ecclésiale du Nicaragua, ses contradictions et les questions que tout cela pose. Les bévues et erreurs de la hiérarchie de l'Église nicaraguayenne n'ont pas été mises de côté durant l'entrevue, de même que celles d'un gouvernement socialiste, qui sans cesse a à reprendre son souffle depuis dix ans.

AU TOUT DÉBUT DU SANDINISME

Henri: Au début, les évêques (sauf deux) étaient vraiment favorables à l'expérience révolutionnaire. Parce que sous le régime somoziste, l'Église perdait sa liberté d'action (1), tout le monde était alors convaincu qu'il fallait se débarrasser de Somoza, y compris Mgr Obando y Bravo. Mais dès sa première intervention publique, quelques jours après la prise du pouvoir par les sandinistes, il se montre très négatif.

Il faut savoir que dans la lutte politique États-Unis / Nicaragua, Mgr Obando fut désigné pour faire partie d'une commission chargée d'organiser une alternative au pouvoir détenu par les sandinistes et à la constitution d'un gouvernement socialiste. Donc, s'il y avait au préalable une certaine satisfaction, de la part de la hiérarchie, d'être enfin débarrassés de Somoza, celle-ci émet néanmoins de sévères mises en garde vis-à-vis le nouveau régime, ce qui contraignit la CLAR (Conférence latino-américaine des religieux) locale à publier un document, dans un tout autre esprit, affirmant que la chute de la dictature somoziste représentait une véritable libération pour le peuple et l'Église du Nicaragua.

Caminando: Quelle fut l'attitude de Mgr Obando à l'égard des prêtres et des religieux et religieuses?

Henri: Mgr Obando réprouvait Gaspar Laviance, un prêtre engagé dans la guérilla et qui fut tué au combat en décembre 1978. Par contre, à cette époque, il ne démontrait nul ostracisme face aux prêtres favorables à la révolution et au sandinisme; par ailleurs, aillant alors lui-même de bonnes relations avec les sandinistes, il fut à l'occasion demandé par ces derniers comme intermédiaire lors de prises d'otages. Mgr Obando était conscient que suite à leur formation reçue dans l'Action catholique, plusieurs chefs étaient engagés dans la révolution au nom de leur foi et que plusieurs éléments chrétiens, actifs dans l'Action catholique, chez les religieux et religieuses et chez les prêtres, étaient en relation avec le FSLN (Front sandiniste de libération nationale).

UNE PREMIERE DANS L'HISTOIRE DE L'ÉGLISE

Deux mois après le 19 juillet, date de la victoire sandiniste, plusieurs éminents théologiens de la lignée de Gustavo Gutierrez, se sont rencontrés à Managua pour des journées de formation. A cette occasion, la Conférence épiscopale du Nicaragua publia une lettre favorable à la révolution et au système politique qui était en cours d'établissement. C'était la première fois dans l'histoire de l'Église catholique qu'une Conférence épiscopale donnait son appui à une révolution armée et à une forme de socialisme. Ceci à un tel

point que l'Evêque d'Esteli avait à ce moment été invité pour expliquer aux prêtres de Choluteca, au Honduras, la situation de l'Église dans la révolution et le bien-fondé de la position des évêques nicaraguayens devant le gouvernement socialiste. Le FSLN a même repris ce texte quand il fut poussé par Mgr Obando à préciser en quoi consistait son identité. Il s'agissait donc d'établir quelles seraient les relations entre l'État sandiniste et l'Église nicaraguayenne; le gouvernement a été alors contraint de reprendre des éléments de cette lettre, dans laquelle était attesté qu'il était apte à collaborer avec l'Église, dans la mesure où celle-ci éduquait réellement la population en vue de la marche vers sa liberté et de la formation de bases nouvelles pour

la nation. Ce gouvernement, d'obédience socialiste, alla même jusqu'à affirmer, par une nouvelle lecture de Marx, que l'analyse de l'Église que celui-ci fit de son temps serait aujourd'hui tout à fait différente, compte tenu du rôle libérateur de la religion dans le contexte révolutionnaire du Nicaragua. Les dirigeants gouvernementaux purent faire une telle déclaration parce qu'il connaissait pertinemment l'attitude et le comportement des chrétiens

et des chrétiens vis-à-vis la nécessité d'un nouveau régime comme alternative à la barbarie somoziste, de même que la déclaration officielle de la Conférence épiscopale nationale qui venait reconnaître la légitimité de son pouvoir.

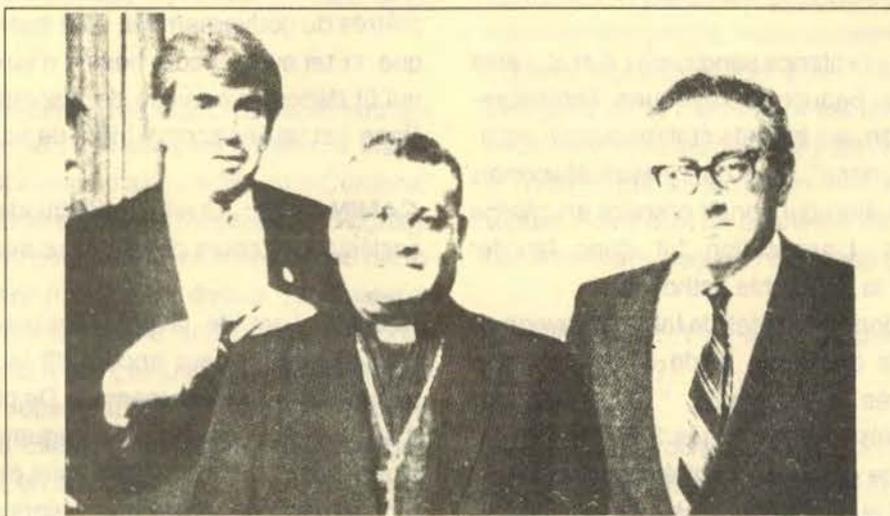
CAMINANDO: A quel moment les relations avec la hiérarchie ecclésiastique commencèrent-elles à se détériorer?

HENRI: L'Église a d'abord collaboré activement à la campagne d'alphabétisation lancée par l'État. Elle y a

mis beaucoup d'énergies; je fus par exemple nommé par l'Église pour oeuvrer à plein temps à la Commission de travail sur l'alphabétisation dans le département, ceci alors que j'étais, avant cette affectation, prêtre de paroisse. Autre exemple, notre Evêque, du diocèse d'Esteli, avait déclaré que toutes les activités pastorales devaient avoir un lien avec l'alphabétisation. Il faut de plus mentionner que la collaboration ecclésiastique fut de la même vigueur pour la campagne de santé publique, l'année d'après.

Puis les choses ont commencé à se gâter. Mgr Obando a toujours lutté pour la défense de l'éducation catholique privée, dont les principaux bénéficiaires étaient dans l'élite économique, et le gouvernement, par souci de justice, ne voulait plus que les collèges privés catholiques continuent à ne former que les seuls enfants des responsables de l'exploitation économique que subissait la très grande majorité de la

population ordinaire. Le clergé était divisé: certaines communautés religieuses étaient orientées vers le service des pauvres, tandis qu'à l'opposé, d'autres (et la plupart des prêtres) voulaient continuer avec



l'élite, qui elle, était frustrée de voir se perdre ses bons collègues. Il y eut donc des dissensions et Mgr Obando se mit à accuser les sandinistes de vouloir semer la division dans l'Église, en plus de reprocher aux religieux et religieuses de ne faire de l'Action catholique que dans les écoles publiques, considérant que les collèges catholiques privés étaient seuls

à être aptes à s'en occuper. Ces désaccords peuvent nous éclairer quand on s'interroge sur l'attitude du Pape Jean-Paul II, qui a choisi de centrer son intervention autour du thème de l'éducation catholique, lors

de la célébration de la Parole qui eut lieu à Leon, durant son voyage de 1983 au Nicaragua. Par ailleurs, le gouvernement a décidé de subventionner les collèges privés catholiques, dans la mesure où ceux-ci acceptaient de travailler à préserver les acquis populaires de la révolution, ce qui pour la hiérarchie de l'Église représentait la perte du contrôle quasi absolu qu'elle exerçait sur l'éducation. Ce début d'accrochage se déroule après 1981.

Par la suite, il y eut l'implication de plusieurs agents de pastorale dans le mouvement, essentiellement néolibéral bourgeois, contre la révolution. L'Église considéra que les enquêtes faites par la Sécurité d'État sur ces gens étaient une pression morale, exercée à ses yeux contre elle. Pourtant, les autorités gouvernementales avaient été claires: "Sur l'espace religieux, on se se prononce pas; sur l'espace politique, si."

UNE ORGANISATION SOUPÇONNÉE

L'organisation de l'enfance sandiniste (A.N.S.) était très mal perçue par beaucoup d'évêques. Antérieurement à la révolution, les enfants étaient surtout accaparés par la "catéchèse", alors qu'il y avait désormais une autre organisation qui venait prendre en charge plusieurs enfants. L'accusation fut donc lancée: l'A.N.S. était pour la hiérarchie catholique une organisation dont le but était de faire du "lavage de cerveau", de faire des abus et de la manipulation idéologique auprès des enfants, " à l'instar des régimes communistes classiques." L'évêque qui résista le plus à ce comportement ecclésiastique fut celui d'Esteli, dont le clergé était le plus engagé auprès

du peuple, donc le plus mal vu par les autres prêtres. En 1982, lors d'une réunion au Honduras, j'accompagnais ce même évêque d'Esteli et alors que tous les évêques nicaraguayens parlaient de persécution religieuse, celui-là le déniait sans cesse, courageusement.

Au début, le fait que des prêtres étaient membres du gouvernement recevait l'assentiment de la Conférence épiscopale, qui considérait la nécessité du moment. Ces quatre prêtres reçurent les ministères suivants: Relations extérieures, Campagne d'alphabetisation, Culture et Affaires sociales, et d'autres prêtres et religieuses et religieux occupaient des postes majeurs dans tous les domaines, que ce soit la planification économique, l'éducation, la santé, la réforme agraire, ce qui fut généralement bien accepté par les évêques. Mais comme le FSLN se transformait peu à peu en parti politique, tous ces gens devenaient selon les évêques des " serviteurs du Parti " et non de l'Église. Certains d'entre eux exigeaient le retrait des prêtres du gouvernement, ce à quoi le FSLN répondit que l'État avait encore besoin d'eux. La goutte d'eau qui fit déborder ce vase de discorde fut l'attitude du Pape (et de l'épiscopat) lors de sa visite au pays.

CAMINANDO: Quelle fut l'attitude de la hiérarchie ecclésiastique au cours de la guerre avec la Contra?

HENRI: Lors de la promulgation de la loi sur la conscription, il y eut encore de la discorde entre la hiérarchie et le gouvernement. De plus, il n'y avait pas d'unanimité entre les Nicaraguayens eux-mêmes, d'une part parce que l'enrôlement était au service d'un mouvement (le socialisme) alors que certains sou-



haitaient l'avènement d'une société néolibérale et "démocratique", et d'autre part, parce que le service militaire semblait être accompli au service d'un parti, celui des sandinistes. Et pourtant, j'ai parlé avec des prêtres qui ont fini par dire qu'il fallait tout de même avouer que la conjoncture d'alors au Nicaragua ne présentait d'autre choix valable que celui du FSLN. Ils considéraient également qu'au-delà de tout verbiage, c'était soit l'exploitation capitaliste ou soit l'option pour les pauvres, qu'il n'y avait donc pas d'autre espace.

Les militaires étaient formés politiquement dans l'optique socialiste;

les évêques parlèrent à nouveau de "lavage de cerveau." Il n'y avait pas non plus d'aumôniers militaires comme dans les démocraties libérales, ce qui fut un reproche de la part d'évêques et de prêtres. Ceux-ci tinrent aussi un double langage: aux jeunes enrôlés de l'armée sandiniste, ils prêchèrent le " Tu ne tueras point " tandis qu'ils bénissaient les contras pour leur " combat en faveur de Dieu et de l'Église. "

La première célébration de Mgr Obando en tant que nouveau Cardinal eut lieu chez les contras, à Miami. Ces derniers l'appelaient d'ailleurs "Nuestro Cardenal" et il s'est bien gardé de les démentir. Ce témoignage d'Obando fit que le gouvernement américain pu débloquent ses premiers millions de dollars pour aider la Contra à renverser le régime sandiniste. La Contra était une armée qui a compté jusqu'à 16 000 hommes, en plus d'un groupe d'appui à l'intérieur du pays, politique celui-là. Elle était financée par les budgets américains votés en sa faveur.

Le système de sécurité d'État devint minutieux et ressemblait parfois à celui d'un état policier; mais c'était la guerre. En plus des attaques dans les territoires frontaliers, la nement ne manquaient de rien pour leur action pastorale." Mgr Obando se voyait refuser de pouvoir faire venir au pays des prêtres, religieux et religieuses étrangers, mais il n'y avait aucune restriction pour ceux et celles qui voulaient oeuvrer avec l'Église populaire. Aussi, il y eut l'expulsion de dix prêtres étrangers au soir d'une procession de "réparation" commandée par Mgr Obando; le gouvernement lui avait demandé d'attendre le jugement de la Cour

dans la cause d'un prêtre pris en flagrant délit de transport d'explosifs pour la Contra. Dans une lettre signée avec d'autres prêtres, nous avons condamné cette façon d'agir du gouvernement. Enfin, on peut faire état d'un certain harcèlement contre les prêtres et agents de pastorale. Ces gens étaient suivis; je l'ai moi-même été durant mes déplacements dans les montagnes du Nord. Après tout, je n'étais qu'un étranger, qui de surcroît avait longtemps travaillé au Honduras.

CAMINANDO: Parlez-nous des communautés ecclésiales de base et de leur évolution.

HENRI: Celles des villes sont des petites communautés très bien structurées, de relation facile et qui ont à affronter des problèmes politiques et socio-économiques immédiats. Elles sont très minoritaires et ne regroupent que quelques centaines de personnes dans tout le pays. Les communautés paysannes (dans le vrai sens d'une Église populaire) naissent du peuple à travers des projets socio-économiques qui ont la foi comme motivation. On y retrouve le système des délégués de la Parole, qui est un réseau majoritaire seulement là où les délégués ont été formés (cf. encart). Toute l'organisation pastorale était en lien avec cette Église, notre objectif ayant été de former des petites communautés sociales motivées dans leur foi.

CAMINANDO: Y a-t-il encore place pour le système des paroisses?

HENRI: La paroisse reste coordonatrice du projet, les liens étant étroits entre paroisse et communauté. Tout était bien structuré quand j'ai quitté le Nicaragua il y a deux ans, de même que chez mes voisins curés. Mais la lutte a été tellement dure que les gens sont parfois épuisés. Ils ont tant lutté sur le plan militaire ou pour s'alimenter qu'ils n'arrivent plus à lutter sur le plan ecclésial. Un groupe de l'école de formation d'Esteli a insisté depuis quelques mois pour que je retourne travailler avec eux, parce qu'eux-mêmes sont à bout.

CAMINANDO: Après les accords de Tela, comment voyez-vous les choses du côté de la hiérarchie de l'Église?

HENRI: L'an dernier, les sandinistes ont fait d'énormes concessions en libéralisant le commerce, eux qui avaient organisé le système commercial sur des bases socialistes, avec planification et distribution équitable, sans laquelle on ne mange plus si on n'a pas d'argent. N'ayant d'autre choix à cause de la conjoncture, ils durent desserrer l'étau du socialisme, ce qui a rendu bien des évêques et des curés très contents. Dans les récents accords de Tela, il y a des amnisties et des suspensions de service militaire, qui aurait été différent s'il n'y avait pas eu de guerre. Mais l'enseignement idéologique serait demeuré le même, ce qui répugnait aux évêques. Mais la hiérarchie se sent "vainqueur", elle a fait reculer le FSLN, ce qui vient justifier toute sa lutte. Les évêques sont aussi favorables au retour des émigrés. Enfin, ils pourront continuer à implanter leur système ecclésiastique dans la paix. Ils ont désormais suffisamment de sécurité chez eux pour pouvoir déclarer que la paix

vaut mieux que la guerre. La hiérarchie a partiquement vaincu l'Église populaire, qui est de tendance favorable au sandinisme. A Managua, des petites unités de l'Église populaire poursuivent leur résistance. Dans les campagnes, il est dorénavant impossible d'être agent de pastorale tout en étant membre d'une organisation pro-sandiniste, car il y a une condamnation dans de tels cas de la part de la hiérarchie. Depuis deux ans, il n'y a plus d'évêques favorables au projet sandiniste.

CAMINANDO: Quelle est votre prospective pour l'Église du Nicaragua?

HENRI: La véritable Église, celle qui est engagée dans la construction d'un nouveau Nicaragua, sera fortement minoritaire et non structurée. Malgré ma part de pessimisme, je reste rempli d'espérance parce que j'ai une foi profonde dans la spiritualité des Nicaraguayennes et des Nicaraguayens.

DES RADIOS POPULAIRES

Henri Coursol raconte l'histoire des écoles radiophoniques

«C'est au temps de Somoza qu'il y eut tout un mouvement commencé par les écoles radiophoniques du Nord; il était question sur les ondes de formation de la personne, de personnalisation et de liberté. Tout ce mouvement allait en s'intensifiant: les écoles radiophoniques se retrouvaient dans trois régions du Nicaragua: l'ouest, le centre-nord et une partie de Matagalpa.

Le directeur des écoles du Nord décida un jour de tenter l'expérience des délégués de la Parole dans ces trois régions, après avoir vu le travail de ces derniers au Honduras. Il n'y avait pas dans ces communautés rurales du Nicaragua de mouvement de formation chrétienne. L'école radiophonique était destinée à l'alphabétisation, aux connaissances de base en agriculture ou pour le foyer, mais le côté de la formation de la foi y était quasi-inexistant. Ce directeur affirma donc que "c'est précisément ce mouvement de la Parole de Dieu qui va permettre un développement intégral de la personne." Le travail d'alphabétisation se fit selon la méthode de Paulo Freire, ce qui a donné une conscientisation générale, dont la motivation majeure était la foi. Ce fut *explosif*.

Vu que la guérilla était surtout dans les montagnes, Somoza s'est dit que tout cela "marchait ensemble". Il a commencé une persécution contre l'Église et les délégués de la Parole, à un tel point que dans la région centre-nord, il devint impossible de planifier officiellement des réunions de formation. Les jours de réunions changeaient à chaque mois, les avis se donnaient de bouche à oreille et l'arrivée des délégués de la Parole s'étalait sur la journée pour défier la surveillance des soldats de Somoza.

Mgr Obando appuyait les écoles radiophoniques et le mouvement des délégués de la Parole. Pour ces derniers, il a aidé à l'obtention de fonds internationaux. Il était donc d'accord pour se débarrasser de Somoza, non seulement à cause de ses crimes inhumains, mais en plus à cause de son action contre l'Église.»

Les Barreda MARTYRS DE LA RÉVOLUTION

par Nicole Leduc



Au temps de Noël 1982, Felipe et Mery Barreda se joignent à un groupe de chrétiens du diocèse d'Esteli. Ensemble, ils ont décidé de participer à la récolte de café. (1) Le 23 décembre, avec 70 autres, ils se rendent donc à la plantation Agro-Nica, située à deux kilomètres de la frontière hondurienne dans le secteur de la Hulera.

Felipe, un horloger, avait 52 ans. Son épouse, Mery, une coiffeuse, avait 49 ans. Ayant eu six enfants, ils étaient déjà quinze fois grands-parents. Engagé-e-s à fond comme chrétien-ne-s, ils croyaient dans la révolution. En 1968 (à ce moment ils sont mariés depuis 16 ans), ils vivent l'expérience des Cursillos. Au fil des ans, ils en deviendront des animateurs ainsi que des leaders des groupes de Rencontres matrimoniales. En 1982, on les retrouve au sein des Communautés ecclésiales de base (CEB) et Felipe est membre du Conseil pastoral diocésain. Avec Mery, il s'est engagé socialement auprès des gens du quartier marginalisé Omar Torrijos à Esteli. Felipe et Mery étaient convaincu-e-s que le christianisme devaient se vivre au service des autres.

Politiquement, c'est à partir de 1975 qu'ils ont aidé le FSLN (2) en livrant des messages, en s'occupant des blessé-e-s, en donnant refuge à des personnes pourchassées, en transportant aussi des armes en cachette. Ils ont même vendu tous leurs biens pour aider à la lutte contre Somoza. Un de leurs enfants sera emprisonné durant cette période.

En juillet 1979 c'est la libération, le temps de la

reconstruction. De '79 à '81, Mery occupe différents postes au conseil municipal d'Esteli pendant que Felipe effectue un travail d'organisation populaire.

Avant de partir pour la récolte, Mery écrivait: <<Don...et moi, avons rêvé de ce moment comme vous ne pouvez l'imaginer. Depuis que nous avons commencé de vivre avec vous, vous êtes une partie de nous-mêmes. Nous aimons vos rues, vos maisons, vos enfants, vos problèmes et enfin tout ce qui est vous(...) Le meilleur cadeau que le Seigneur pourrait me donner, serait d'être avec vous en ce moment(...) Mais, s'est présentée l'opportunité de vous faire à mon tour un cadeau même si cela signifiait ne pas être de corps avec vous tous pour Noël: aller récolter le café durant dix jours(...) Le peu que je pourrai cueillir sera transformé ou, mieux dit, converti en centres de santé, vêtements, logements, routes. Je vais cueillir ce café avec tout l'amour et l'enthousiasme dont je serai capable et sachez que dans chaque grain que je cueillerai, sera présent chacun de vos visages et de vos enfants(...)>>

Brusquement, le 28 décembre, le groupe est agressé par une bande de contras venant du Hondu-

ras. Felipe est blessé; avec Mery et quatre jeunes, tous membres de la CEB d'Esteli, il est séquestré par les contras puis les six sont ramenés à la base contre-révolutionnaire au Honduras. Felipe et Mery sont torturé-e-s, mis-e-s à nu, ligoté-e-s et Mery est menacée de viol collectif à tout moment. Interrogé-e-s, harcelé-e-s, on les accuse d'être communistes. Un des quatre jeunes parviendra à s'échapper et à alerter l'ambassade du Nicaragua à Tegucigalpa. Amnistie internationale, la Croix-Rouge internationale, l'Église du Nicaragua et d'autres, demandent au gouvernement du Honduras d'intervenir auprès de la Contra pour obtenir la libération des Barreda, les décrivant comme des chrétiens, des citoyens exemplaires. Le gouvernement hondurien ne répondra à aucune lettre. Début janvier 1983, Mery et Felipe Barreda furent assassiné-e-s par les contras et enterré-e-s près du camp de la Lodosa, au Honduras.

Le 30 juillet 1983, en la cathédrale d'Esteli. Trois drapeaux ornent l'autel: ce sont ceux du Vatican, du Nicaragua et du FSLN. Trente prêtres concélébrèrent et font mémoire de tous ceux et celles assassiné-e-s par la Contra dont Mery et Felipe. Cinq mille personnes sont rassemblées, des délégations sont venues de Leon, Chinandega, Managua. Sur la table sainte, on retrouve en plus du pain et du vin, un panier servant à la récolte du café et la bible des Barreda. Il y a juste deux semaines, on a reçu la confirmation officielle de leur assassinat. Ce même jour, l'évêché d'Esteli émet un communiqué dans lequel "il condamne ce crime et exprime sa peine pour la perte de Felipe et Mery chez

qui il reconnaît un témoignage exemplaire d'amour chrétien, comme chez bien d'autres qui ont offert leur vie pour que naisse un nouveau Nicaragua. On y condamne aussi la campagne militaire et économique entreprise contre le pays; on y exprime de l'angoisse devant l'imminence de la guerre; on y fait appel à la solidarité des autres diocèses en même temps qu'on y reconnaît les efforts réalisés (par le gouvernement) dans la recherche de la paix." C'est la première fois que la hiérarchie "se prononce contre la situation douloureuse à laquelle est soumis le Nicaragua et contre les enlèvements et assassinats de nombreux délégués de la Parole et de membres des CEB par les bandes somozistes."

La célébration fut suivie d'une marche jusqu'au quartier Omar Torrijos où un hommage posthume fut rendu à Mery et Felipe dans l'espérance que la paix revienne et qu'alors on puisse rapatrier à Esteli les restes de ce couple chrétien.

(1) En décembre '82, il y avait une pénurie de travailleurs pour la récolte du café à cause des attaques répétées des contras à la frontière nord du Nicaragua. 3 000 personnes d'Esteli se portèrent volontaires pour la cueillette.

(2) Front sandiniste de libération nationale.

Références:

LES BARREDA, bande dessinée produite par le CCDHAL, Montréal, 1er trimestre 1985.

AMANE CER, Managua, février 1983, no 16.

AMANE CER, Managua, juillet-août 1983, no 19.

Devenez membre du Comité chrétien...

- Vous adhérez aux objectifs de solidarité du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine?...
- Vous souhaiteriez participer démocratiquement à l'élaboration et à la réalisation des orientations de travail du Comité?...
- Rien de plus facile. Devenez membre du Comité et nous vous tiendrons systématiquement au courant des activités du Comité et vous pourrez de plus participer à notre assemblée générale annuelle. Une contribution financière de dix dollars est suggérée. Remplissez le formulaire ci-dessous et retournez-le au 25 Jarry o., Montréal, H2P 1S6

Nom: _____

Adresse: _____

Ville et code postal: _____

Numéro de téléphone: _____

et soutenez activement la solidarité!



PORTRAIT D'UNE RÉVOLUTION EN MARCHE

par Jean-François Aubin

Une femme dirigeante à 16 ans...

Mali Sirolli a 16 ans et va à l'école secondaire, mais il ne s'agit que d'une petite partie des activités qui l'occupent, car Mali est également représentante aux Affaires extérieures pour la Fédération des Étudiant-e-s du Secondaire (F.E.S.). Cette organisation de masse regroupe les 120 000 étudiants et étudiantes de niveau secondaire au Nicaragua.

Mali et les autres membres de l'exécutif national, élus par le congrès de la F.E.S., mènent la lutte en faveur d'une éducation de qualité et accessible à tous. Notamment, ils ont déjà réussi à obtenir des modifications substantielles aux formes d'évaluation. La F.E.S. travaille aussi à la défense des droits des étudiants et étudiantes.

Femme très articulée, Mali maîtrise ses dossiers d'une main experte et consacre beaucoup de temps à la militance. En plus de ses responsabilités à la F.E.S., elle est aussi engagée au sein de la Jeunesse Sandiniste, qui est une organisation politique liée au Front Sandiniste de Libération Nationale. A travers toutes ces activités, Mali trouve le temps de suivre des cours de français. Son rêve? Que le Nicaragua puisse achever sa révolution et qu'elle-même puisse un jour travailler au Ministère des Relations extérieures de son pays.

Une histoire de famille...

Rebeca Zamorar, une jolie jeune femme d'environ 25 ans, est directrice du Centre ARIEL DARCE. D'une façon souple mais énergique, elle coordonne le travail d'intervention auprès des jeunes aux prises avec divers problèmes de délinquance.

Ici, les cas de prostitution, de toxicomanie et de brutalité physique sont monnaie courante. Il peut s'agir de Miguel, Pedro, Juan, Rosita, etc..., tous des enfants âgés de 7 à 15 ans et vivant dans un des quartiers les plus pauvres de Managua.

C'est par son travail d'intervention auprès de ces jeunes et de leurs familles que le Centre permet à plusieurs de se tirer du gouffre. Le Centre est appuyé par l'État et aussi par quelques organisations d'aide internationale. Dès son jeune âge, Rebeca voulut

s'engager auprès du mouvement sandiniste, ce que ses parents ne comprenaient pas et ce qui provoqua de longues années de conflit avec sa famille. C'est au nom de ses propres difficultés vécues dans son passé que Rebeca décida d'orienter ses études vers la psychologie en vue d'aider les jeunes. Elle est convaincue que les jeunes ont devant eux la possibilité de s'en sortir, si du moins on leur assure un minimum de soutien.

Dona Maria, ou la souffrance transformée en énergie...

Dans la petite ville d'Esteli, à peu près tout le monde connaît dona Maria. Femme forte, mesurant près de six pieds, les cheveux blancs et dans la



cinquantaine, Maria est veuve, ayant perdu son mari, mort à la guerre qui permit la libération du peuple nicaraguayen. Ainsi, elle fait partie de ce 25% de femmes nicaraguayennes chefs de famille.

Plutôt que de se refermer sur elle-même devant l'épreuve, Maria a décidé d'ouvrir les portes de sa maison: elle reçoit chez elle de nombreux internationalistes, qui y viennent soit pour y dormir ou soit pour y manger. Maria a fait de son foyer un lieu de rencontre; on peut y trouver un mexicain qui travaille au Nicaragua depuis deux ans, deux espagnols de passage pour mieux comprendre la réalité du pays, etc... Et c'est toujours avec une grande chaleur humaine que Maria accueille et reçoit chacun, comme s'il s'agissait de membres de sa propre famille...

"J'ai peur de la Contra!!!"

"Tengo miedo de la Contra!", me dit mon ami Pedro, 8 ans, les pantalons et le chandail troués, une mèche rebelle de ses cheveux noirs jais lui cachant les yeux. Il ne mesure certainement pas plus de 3 pieds et demi et a aux lèvres le plus beau des sourires. Comme tous les enfants de son âge, Pedro se balade nu-pieds, car de toute façon on a pas les moyens dans sa famille de lui acheter des souliers. S'y étant habitué, la plante de ses pieds est désormais devenue aussi dure qu'une semelle. A chaque matin, Pedro est debout à cinq heures, pour aller chercher son sac de journaux, qu'il ira vendre en se baladant à travers les rues de la ville. Dépendant plus souvent qu'autrement de la vente de ses journaux, Pedro pourra ainsi s'offrir un petit quelque chose à grignoter puisqu'à la maison, il n'y a guère d'abondance. Sa situation étant à l'inverse que celles de la plupart de ses amis, Pedro doit vendre ses journaux jusque tard en fin d'après-midi, son père lui refusant le droit d'aller à l'école durant l'après-midi, comme le peuvent ses copains. Et puis Pedro rentre à la maison pour prendre le repas du soir pour ensuite aller dormir, car cinq heures viendra vite le lendemain matin. Il s'endort avec malgré tout le sourire aux lèvres...

Sur les barricades...

Nous sommes au printemps 1979, tandis que le Front sandiniste est sur le point de reconquérir la ville d'Esteli pour la troisième et dernière fois. La victoire est proche même si rien n'est encore acquis, mais cette fois-ci, tout se déroule pour le mieux pour les forces sandinistes. C'est en songeant à tout cela que Francisco Venezuela, 14 ans, accomplit son engagement de messenger au profit de la guérilla. Francisco a pleine conscience qu'un bon réseau de communication est essentiel à la bonne marche de la guérilla; il sait aussi que les soldats de l'armée du tyran Somoza n'hésiteraient pas à utiliser des moyens comme la torture pour le faire parler si jamais il tombait entre leurs mains sanguinaires, ce qui lui impose une grande habileté et une grande prudence car il ne doit pas se faire prendre. Il doit donc être aussi rapide qu'il l'était à l'époque de son enfance, alors que lui et ses amis lançaient des cailloux aux soldats et prenaient la fuite. L'exemple de

son frère aîné, qui rejoignit alors la guérilla dans le maquis, le stimule profondément dans son désir de s'unir à la lutte contre l'opresseur. C'est en participant ainsi au plein cœur de l'action que Francisco assiste à la libération de sa ville, le 16 juillet 1979.

Aujourd'hui, dix ans après ces événements, Francisco Venezuela est secrétaire de la Jeunesse sandiniste pour la région Nord du Nicaragua. Ces années d'insurrection, il ne les a pas oubliées et c'est pour cette raison que, malgré les difficultés de parcours, Francisco met toutes ses énergies à la reconstruction nationale. Quand on lui demande de mentionner une des caractéristiques majeures du Front sandiniste, il nous parle de son non-dogmatisme: " On n'a pas seulement pour point de départ de beaux principes théoriques, mais on se base surtout sur la réalité, sur la réalité du Nicaragua. C'est avec ses erreurs que l'on apprend et que l'on en arrive à bâtir son pays. "

Karolina, la culture en zone de conflits

Karolina est une célibataire de 29 ans. Ainsi, elle se démarque dès en partant: le fait de n'être pas encore mariée à cet âge équivaut à faire face à beaucoup de pression sociale, dans une société où les femmes sont pour la plupart mariées depuis l'âge de 13, 14 ou 15 ans. Malgré tout, Karolina a choisi quant à elle de ne pas abandonner ses exigences par rapport au compagnon qui fera route avec elle: pas de mariage à rabais. A ce jour, elle n'a pas encore trouvé celui qu'elle cherche, mais pour Karolina, il ne s'agit ici que de l'une des dimensions de sa vie: elle est entre autres coordonnatrice de la Maison de la culture de la municipalité d' Esteli. A ce titre, elle tente par tous les moyens possibles, d'une part de soutenir la culture populaire déjà existante et d'autre part, de faire connaître à la population diverses autres cultures provenant de différents pays.

Son désir d'engagement dans le domaine de la culture lui vient principalement d'une expérience qui fut déterminante dans sa vie: en 1985, la guerre dans les régions frontalières aux prises avec la Contra avait atteint son paroxysme. La situation de l'armée sandiniste n'était alors pas des plus faciles et plusieurs soldats avaient le moral plutôt bas. Perdus dans les montagnes dans des combats qui n'en finissaient plus,

ils avaient besoin d'un message de réconfort et de soutien qui saurait à la fois leur redonner du moral et les divertir un peu. On demanda alors à de jeunes volontaires, déjà impliqués d'une façon ou d'une autre dans le domaine de la culture (danse, chant, théâtre, etc...), de former une "brigade" spéciale, qui aurait pour mission de se rendre au front et près des zones de combat afin d'apporter un peu d'encouragement aux troupes sandinistes qui y étaient cantonnées. C'est avec beaucoup de cœur que Karolina s'inscrivit dans l'aventure. L'expérience fut pour elle si significative que depuis ce temps, elle n'a de cesse de soutenir la culture d'un peuple en marche pour sa libération. Même si parfois Karolina rencontre dans son travail des manques de ressources financières et matérielles, cela ne suffit pas à étouffer la multitude de projets qui mijotent en elle.

En guise de conclusion...

Ces quelques portraits ne représentent bien sûr que quelques aspects de la réalité nicaraguayenne et ils ne veulent qu'exprimer simplement ce qui m'a le plus touché dans ce peuple. C'est qu'au delà des chiffres et statistiques, des grandes analyses, et malgré l'embargo économique américain, la Contra, l'ouragan Joan, les quelques erreurs du gouvernement sandiniste, la grave crise économique, donc malgré tout cela, l'espoir demeure plus que jamais bel et bien vivant. J'ai fortement senti que ce qui constitue l'âme du peuple nicaraguayen, après dix ans de révolution, ce sont surtout ces militants et militantes courageux, jeunes ou moins jeunes, qui croient toujours et sans relâche au projet de société qu'ils sont à construire. C'est à ces Karolina, Julio, Maria, Francisco, Pedro, Mali, Rebeca et à tous ceux et celles qui leur sont semblables, que je désire rendre un vibrant hommage et donner un témoignage d'appui, dont ces lignes se veulent être l'expression. Mon vœu le plus cher est que le Nicaragua puisse poursuivre avec le plus de quiétude possible sa mission, qui est entre autres d'être pour le Québec une inspiration et une invitation à nous donner un projet de société plus humain et plus juste.

" En el mundo no hay desconocidos, sino amigos que no se no encontrado. " " Dans le monde, il n'y a pas d'inconnus; il n'y a que des amis qui ne se sont pas encore rencontrés."

Les campagnes d'outils de paix

L'ENGAGEMENT CONCRET DE LA SOLIDARITÉ

Depuis 9 ans déjà, les Canadiens participent à ce grand projet d'aide au Nicaragua; les Nicaraguayens le reconnaissent en décernant à Outils de Paix l'Ordre du dixième anniversaire (cette année les Nicaraguayens fêtent 10 ans de liberté!). Maintenant, on exige un engagement semblable de la part de notre gouvernement.

La campagne Outils de Paix exprime la volonté des dizaines de milliers de Canadiens qui souhaitent que notre pays accorde une aide bilatérale plus importante au Nicaragua et joue un rôle plus actif dans la promotion de la paix en Amérique centrale. Fondé en 1981, Outils de Paix recueille de l'aide matérielle pour des projets communautaires au Nicaragua. Nos activités comportent également un programme d'éducation dynamique dans lequel nous informons les Canadiens sur le Nicaragua et sur la problématique du développement dans les pays du Tiers-Monde.

Bref, Outils de Paix c'est :

Une campagne populaire...

Nos interventions prennent place surtout dans les écoles, églises, assemblées publiques, fêtes populaires, etc.

Toute l'aide acheminée par nous, que ce soit un marteau, une scie ou un chèque de 5 \$, provient de particuliers.

Une campagne d'envergure...

Nous sommes actifs dans toutes les provinces et comptons sur une base populaire dans 125 communautés à travers le pays.

Au Québec, la campagne se mène dans 14 villes et ne cesse de prendre de l'expansion d'année en année.

et surtout, une campagne très efficace...

Depuis 1981, nos campagnes ont permis

d'expédier au Nicaragua plus de 7 millions de dollars en aide.

On appuie ainsi un pays qui s'est acquis une réputation mondiale par sa répartition efficace de l'aide bilatérale.

Nous croyons le moment opportun pour le renouvelle-



ment de l'engagement du gouvernement envers le Nicaragua. Comme soulignait le rapport du Comité Bosley, présenté au Ministre des Affaires extérieures, Joe Clark, en juillet 1988,

"En formulant un programme d'aide centré sur le soulagement de la pauvreté en Amérique centrale, le Canada devrait prendre acte de l'engagement ferme du Nicaragua quant à ces mêmes objectifs et lui donner son appui."

En deux mots, le Nicaragua est un bon exemple à encourager! En effet, nous avons tous entendu parler

de leurs réalisations impressionnantes. Exemple, l'UNESCO leur a accordé une distinction pour leurs programmes d'alphabétisation. Autre exemple, leurs campagnes ambitieuses de vaccination leur ont mérité une mention spéciale de l'Organisation Mondiale de la Santé.

En outre, le Nicaragua fait face à un immense effort de reconstruction : la guerre de la Contra a causé des dommages de \$3 milliards et les dégâts de l'ouragan Joan s'élèvent à plus de \$1 milliard. Le Nicaragua a donc énormément besoin d'une aide internationale massive, surtout s'il doit jouer un rôle efficace dans le processus de paix.

La politique canadienne en Amérique centrale

Le Ministre Clark dit reconnaître "l'importance primordiale du développement économique dans la réalisation d'une paix durable". C'est un point de vue que "le gouvernement endosse tout à fait". Cependant, les faits sont moins reluisants. Depuis 1986, le Canada



s'est engagé à verser \$8 millions en aide nouvelle au Salvador - malgré ses violations systématiques des

droits humains. Or pour le Nicaragua, le montant n'est que de \$1 million. Pourtant, en 1986, le Premier Ministre Mulroney a déclaré au gouvernement des É.-U. avoir "la ferme intention de maintenir un important programme d'aide destiné à répondre aux besoins économiques et sociaux du peuple nicaraguayen." Ces belles intentions seront-elles suivies d'actes?

Concrètement, nous prions le gouvernement de donner suite aux préoccupations du peuple canadien en :

- 1- accordant au Nicaragua une aide supplémentaire de \$25 millions par an et ce, pour une période de 5 ans.
- 2- promouvant et en encourageant fortement toute initiative de dialogue entre le Nicaragua et les États-Unis comme précondition à la paix en Amérique centrale.

- 3- faisant pression sur les É.-U. afin que cesse l'embargo économique contre le Nicaragua et l'aide aux contras.

Enfin, pourquoi ce petit peuple a-t-il tant inspiré des millions de personnes de par le monde ? Selon le Père

Henri Coursol, un prêtre québécois qui a oeuvré plus de trente ans en Amérique centrale : "... au Honduras, le peuple n'a plus de voix, plus rien. Tandis qu'au Nicaragua, le projet de société sandiniste a profondément changé la nation. C'est magnifique de voir comment les gens s'organisent et se prennent en mains."

Si vous voulez vous impliquer ou avoir plus de renseignements, n'hésitez pas à prendre contact avec nous. Le bureau provincial d'Outils de Paix :

1265 rue Berri, suite 295, Montréal, Qc, H2L 4X4.
Téléphone : (514) 288-0210.



600 intellectuels écrivent à Bush

L'AGRESSION DOIT CESSER

Tiré de AGEN

Six cents intellectuels du monde entier ont écrit au Président des États-Unis, George Bush, une lettre demandant de mettre fin au blocus économique contre le Nicaragua et lui rappelant que, les relations entre les États-Unis et l'Union soviétique s'étant améliorées sensiblement, il devrait désormais devenir possible qu'il en soit ainsi entre les É.-U. et le Nicaragua, "un pays pauvre et petit, harassé par la guerre".

Le texte intégral du document est le suivant:

Monsieur le Président,

Depuis les huit dernières années, le Nicaragua est soumis aux souffrances d'une guerre dévastatrice. Jusqu'à ce jour, cette guerre a laissé un bilan de 29 113 morts, 17 867 blessés, 14 460 orphelins, plus de 250 000 sans-abri et autour de 12,2 milliards de dollars en pertes matérielles pour tout le pays.

La paix au Nicaragua devrait être rétablie immédiatement. Le processus de négociation et de dialogue mis en place à Esquipulas II et les accords de Tesoro Beach, auxquels sont parvenus les présidents des cinq pays d'Amérique centrale, doivent être effectivement appuyés, afin d'obtenir une paix véritable qui permettra à ces pays de résoudre par eux-mêmes leurs difficultés sans aucune ingérence étrangère.

Nous croyons que la bonne foi doit se traduire en bonnes actions. Le moment est venu de restaurer le dialogue direct avec le Nicaragua, ce qui serait l'occasion de développer une entente juste et à long terme entre les deux pays.

Les présidents de l'Amérique centrale ont sollicité ce dialogue au moment de confirmer les accords d'Esquipulas. Cette demande mérite une attention immédiate.

Nous croyons aussi que la bonne foi implique que les États-Unis lèvent leur embargo commercial contre le Nicaragua, celui-ci ayant été déclaré injuste tant par les Nations-Unies que par le GATT (Accord général de douane et de commerce).

Monsieur le Président, on reconnaîtrait comme un élément transcendant que vous annoncez - à l'intérieur des cent premiers jours de votre administration — que les États-Unis se conformeront à la sentence de la Cour internationale de justice, qui demande de mettre fin à toute ingérence dans les affaires internes nicaraguayennes. En adoptant une telle mesure, vous feriez honneur à la tradition des États-Unis de respecter les institutions judiciaires, et ce faisant, vous apporteriez une contribution substantielle à l'ordre juridique international.

Au moment où les relations entre les États-Unis et l'Union soviétique paraissent s'améliorer et où

les conflits militaires de plusieurs régions du monde semblent se résoudre, l'Amérique centrale devrait également pouvoir jouir d'une paix négociée à travers le dialogue, la compréhension et la bonne volonté.

S'il est possible que les deux super-puissances s'entendent pour améliorer l'espérance de paix pour toute l'humanité, pourquoi cela ne serait-il pas possible entre les États-Unis et un pays pauvre et petit comme le Nicaragua qui a été harassé par la guerre?

Les intellectuels Brésiliens

Parmi les noms les mieux connus:

Jorge Amado; Miguel Arraes, Gouverneur du Pernambuco; Chico Buorque; Ivo Barbieri, Recteur de l'Université de Rio de Janeiro; Ferreira Gullar, écrivain; Dom Pedro Casaldaliga, Evêque de São Felix do Araguaia; Thiago de Melo, poète; Luiza Erendina; Rubem Fonseca, écrivain; Paulo Freire, Secrétaire de l'Education de la Préfecture de São Paulo; Egberto Gismonti, musicien; Pedro Ivo, Gouverneur licencié de Santa Catarina; Fernando Marais, Secrétaire de la Culture de l'Etat de São Paulo; Paulo Aires Matos, Evêque méthodiste; Lucilia Santos; João Claudio Todorov, Recteur de l'Université de Brasília; Fausto Wolff, écrivain et Nelson Werneck Sodré, historien.

MESSAGE DE LA DEUXIEME RENCONTRE DES ÉVÊQUES LATINO-AMÉRICAINS ET DES LEADERS CHRÉTIENS SUR LA NON-VIOLENCE ÉVANGÉLIQUE

(L'équipe de rédaction du Caminando a reçu cette déclaration publiée par les participants à une rencontre organisée par le Service paix et justice en Amérique latine. Il nous fait plaisir de contribuer à sa diffusion.)

«Sous le thème "Le processus de libération des opprimés à travers la pratique évangélique de la non-violence active", la 2^e Rencontre des évêques latino-américains et des leaders chrétiens sur la non-violence évangélique a eu lieu à Sao Paulo, Brésil, du 12 au 17 juin 1989. La 1^{ère} Rencontre avait eu lieu à Medellin en Colombie, en 1977. Invités par le Service Paix et Justice en Amérique latine (SERPAJ-AL), les évêques, pasteurs et leaders chrétiens venaient de neuf pays latino-américains; étaient aussi présents, des délégués de Pax Christi International et de la Fraternité internationale de réconciliation (IFOR).

Cette 2^e Rencontre rappela la venue des missionnaires chrétiens en Amérique latine aux 15^e et 16^e siècles comme étant un résultat de l'expansion européenne au reste du monde. Cette expansion eut un caractère injuste et violent et ne fut pas acceptée par les peuples autochtones; ils y résistèrent et y résistent

encore dans plusieurs régions. En dépit de la proclamation de l'Évangile en Amérique latine durant près de 500 ans, une société d'oppression a été érigée laquelle, de notre point de vue chrétien, est contre le plan de Dieu. De nos jours, nous observons un processus de libération dans plusieurs pays latino-américains, lequel amène la fin de cruelles dictatures. Même alors, nous percevons que les nouvelles démocraties sont fragiles et ambiguës parce que l'injustice et la violence institutionnalisées y persistent. Nos peuples deviennent plus pauvres qu'avant et sont dépossédés de leurs richesses par la corruption des oligarchies dominantes et le fardeau des dettes étrangères comme nouvelle stratégie apportée par un impérialisme international, plus que jamais actif.

Dans un esprit fraternel, serein et oecuménique, nous avons réfléchi et prié ensemble. Nous avons échangé des expériences et approfondi la pratique

libératrice de Jésus. Face à des structures injustes qui affectent spécialement le pauvre, il y a ceux qui continuent d'être indifférents. D'autres se désespèrent et d'autres encore qui recherchent différents chemins de libération. Nous sommes convaincus que la pratique non-violente de Jésus est une voie effective afin que les peuples opprimés se libèrent eux-mêmes et afin que nous tous construisions une société juste et participative.

La non-violence active est une pédagogie, une méthode pour une augmentation de la conscientisation et une lutte dans lesquelles les opprimés eux-mêmes participent comme sujet de l'Histoire et s'organisent comme une force sociale et politique en vue de vaincre les conflits et de construire une nouvelle société : ils rachètent leur dignité, leur identité et leurs valeurs culturelles; ils retrouvent leur courage; ils apprennent à lire la réalité conflictuelle dans laquelle ils sont impliqués de même que les causes à la racine de ces conflits. A la lumière des Écritures, ils découvrent la présence active de Dieu dans cette lutte. Ils s'organisent eux-mêmes pour résister avec fermeté et créativité, même avec de pauvres ressources, et pour mener à bien - non sans souffrance - d'innombrables victoires qui sont signes d'espérance et de force pour continuer la lutte. Des groupes variés participent à la création de mouvements populaires; ils se soutiennent eux-mêmes en solidarité; et ils impliquent une force politique qui est capable de changer les structures de la société.

Avec l'intention de rassembler les éléments communs à diverses expériences de lutte non-violente, nous avons vérifié la validité d'une méthode bien connue : VOIR - JUGER - AGIR - ÉVALUER - CÉLÉBRER ; non comme des phases séparées et statiques mais plutôt dynamiques, au sein d'un proces-

sus permanent de libération totale.

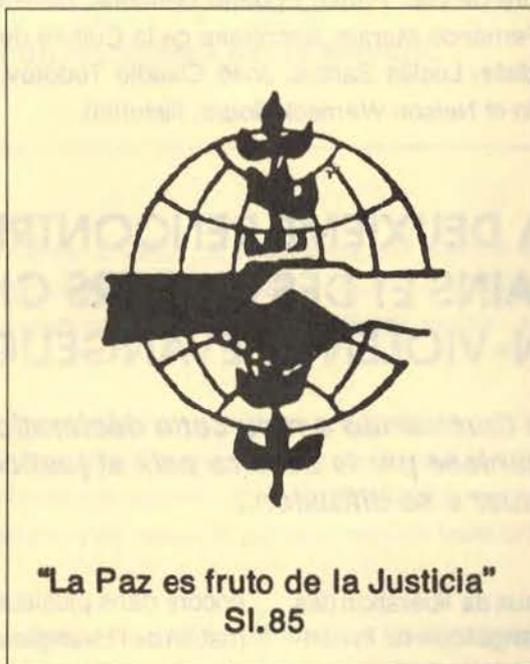
Nous sommes convaincus que la non-violence — en plus d'être une stratégie pour la lutte et l'organisation — est une façon de vivre les conflits et l'amour fraternel, même avec les ennemis, en suivant les pas de Jésus. Même si la non-violence donne préférence à la vie, là où la vie est le plus menacée (les opprimés) et croit dans leurs possibilités, elle n'exclut pas les oppresseurs. Nous ne sommes pas motivés par la haine, ni par la vengeance ou la rancœur. Nous luttons pour la justice, contre des structures oppressives. Nous avons confiance que l'Esprit-Saint, qui "fait toutes choses nouvelles", est capable de nous transformer en des hommes et des femmes qui ont mené à bien la libération.

Comme cette 2^e Rencontre touche à sa fin, nous nous réjouissons de l'expérience de la fraternité au sein des différentes Églises et affirmons notre engagement en solidarité avec tous nos frères et soeurs de l'Amérique latine dont les visages souffrants nous révèlent celui de Jésus, le "Serviteur Souffrant". Nous supportons nos communautés chrétiennes, les mouvements populaires, les syndicats et institutions,

groupes et personnes qui, comme protagonistes ou alliés endossent cette pratique libératrice d'une détermination évangélique. Nous invitons d'autres groupes et organisations, nationaux et internationaux, à joindre cette cause, en solidarité avec ce type de lutte non-violente pour que progresse la libération de nos peuples. Et nous-mêmes ré-endossons l'engagement de continuer ensemble de nous ouvrir à de nouveaux chemins avec tous les opprimés de l'Amérique latine."

São Paulo, 17 juin 1989

ont signé les participant-e-s
à cette 2^e Rencontre.



RAPPORT DE LA RENCONTRE ROMERO À MANAGUA

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE!

par Raymonde Fortier

Quelques millénaires plus tard, le duel David contre Goliath refait surface : le Nicaragua fait trembler, malgré lui, le géant américain. Mais pourquoi cette peur malade de Washington pour ce petit pays sans grands moyens matériels? Le Nicaragua constitue en fait la pierre angulaire de l'espérance en un changement réel de leurs conditions de vie pour les peuples d'Amérique centrale. L'incarnation d'une possible alternative à l'oppression, l'exploitation et l'injustice dont ils sont depuis trop longtemps les victimes. Les États-Unis voient d'un mauvais oeil la présence de cet adolescent "turbulent" dans leur arrière-cour. Cette présence pourrait bien être annonciatrice de la fin de leur hégémonie politique et économique en Amérique centrale.

L'enjeu nicaraguayen est de taille et dépasse ses frontières nationales. En son sein est canalisé l'affrontement entre deux projets de société. L'un - celui de l'Empire - est mû par des intérêts économiques qui cherchent à préserver leurs privilèges et maintenir leur domination, sans concession, sur les populations d'Amérique centrale. L'autre - personnifié en premier lieu mais non exclusivement par le Nicaragua - ne consiste pas malgré la croyance de Washington, à transformer les pays de l'arrière-cour américaine en satellites de l'URSS, à y installer des bases militaires soviétiques et à envahir les États-Unis par esprit de vengeance. Porté par les peuples centro-américains, ce projet cherche plutôt à se départir des chaînes de l'oppression et à construire - de manière autonome et sous diverses formes - une société alternative, juste et égalitaire. A tort les États-Unis interprètent ces aspirations légitimes comme une menace à leur sécurité nationale.

Pour maintenir leur domination, les tenants du projet américain veulent - par tous les moyens - éteindre l'étincelle d'espoir qu'a allumée et continue



250 000 personnes à Managua pour fêter le dixième anniversaire de la révolution

d'alimenter la révolution nicaraguayenne chez les peuples d'Amérique centrale. Les médias d'information servent de support à une opération de propagande sans précédent, orchestrée par les États-Unis et leurs alliés centro-américains. Entre autres exemples, nommons la manipulation faite par le réseau ABC qui le 5 novembre 1987, jour où le Président Ortega annonçait son intention de négocier avec les contras, interprétait dans un sens contraire les propos d'Ortega

avant même qu'il n'ait prononcé son discours, et le silence subséquent d'ABC sur le contenu réel - positif - de ce discours. Les propos mensongers et affolants de la Prensa qui, le 22 juillet dernier, annonçait en première page la décision du gouvernement sandiniste d'effectuer une nouvelle dévaluation de la monnaie... on s'est vite rendu compte que c'était faux, ce n'était qu'une invention de plus sur la brochette déjà fort bien garnie de ce journal. La liste des faits pourrait s'allonger à l'infini. Une entreprise de désinformation et de 'salissage' - qui cherche à discréditer les processus de changements actuels et passés - est en cours. L'objectif : bloquer l'espérance des peuples opprimés d'Amérique centrale et de leurs alliés en leur démontrant l'inviabilité de la voie révolutionnaire - et de toute autre alternative populaire - comme solution à leurs problèmes.

Le discours de Washington se fait insistant : David ne pourra pas déloger Goliath et la révolution ne mène à rien, à preuve la dic-

tature castriste à Cuba et le désastre économique au Nicaragua. Mieux vaut baisser pavillon, ne pas chercher inutilement d'autres voies de changement et s'intégrer au seul modèle qui a fait ses preuves : le capitalisme. L'Empire fait miroiter les beautés de la voie électorale comme unique solution aux maux de l'Amérique centrale. C'est sous un masque civil, en fait une pseudo-démocratie de " basse intensité ", contrôlée par les intérêts économiques dominants et fondée principalement sur la consommation comme voie d'accès au " bonheur " que les États-Unis et ses alliés comptent maintenir leur hégémonie sur les peuples d'Amérique centrale. La démocratie est ainsi utilisée pour mettre un frein à la participation populaire.

L'autre projet - alternatif - rejette évidemment ces pseudos-solutions américaines puisqu'elles ne contribuent en rien à enrayer la marginalisation et l'exclusion économique, sociale et politique dont est victime la grande majorité de la population centro-américaine, cause véritable de la crise actuelle.

L'Amérique centrale est d'ailleurs la région d'Amérique latine où s'est déroulé le plus grand nombre d'élections depuis 1950, sans pour cela lui apporter le développement, la paix et la justice.

Le projet alternatif ne se réduit pas au seul modèle nicaraguayen et peut même emprunter des voies non-armées. Loin d'être un projet aux contours méticuleusement définis et aux dogmes immuables, il représente plutôt un espace de recherche qui essaie de s'adapter aux réalités particulières vécues par les groupes qui le portent. Une même volonté de tendre vers des idéaux tels l'égalité, l'action collective, l'au-



tonomie, la valorisation de la Vie sous toutes ses formes, et le rejet subséquent de l'autoritarisme et de l'individualisme, couronnent ce projet aux multiples visages. Une autre idée fait aussi son chemin; celle-ci soutient que la source de toute exploitation vient non pas seulement de la relation "capital/travail"

mais bien d'une relation de "supériorité/infériorité", de la croyance pour certains êtres de leur supériorité sur d'autres (ce qui inclut dans l'analyse les relations hommes/femmes, blancs/personnes de couleur, etc...).

Le projet alternatif avance plusieurs pistes de solution pour sortir l'Amérique centrale de la crise. Parmi celles-ci figurent celles de Xavier Gorrostiaga (1). Pour cet économiste, la solution à la crise réside avant tout dans la négociation d'accords de paix nationaux et régionaux, l'intégration économique centro-américaine et la diversification des partenaires commerciaux. Selon lui, seule une solution politique négociée permettra à l'Amérique centrale de résoudre les causes profondes de la crise et de voir éclore en son sein une démocratie participative et un développement économique réels. Le moment historique actuel semble particulièrement favorable à une sortie de crise et ce, en raison du processus de détente Est-Ouest en cours, de la montée du Japon et de la CEE

comme forces économiques concurrentielles aux États-Unis et enfin, de la signature des accords de paix Esquipulas. La persistance de la guerre froide en Amérique centrale (malgré une détente généralisée ailleurs dans le monde) pourrait cependant représenter un obstacle à la sortie de crise. De même le développement de nouveaux blocs économiques au niveau international - quoique ponctuellement positif - pourrait aussi se solder par une précarisation encore plus poussée des pays centro-américains si, par exemple, ceux-ci devenaient sous-traitants de pays "ciblés" tels le Mexique, le Chili et le Brésil.

La solution apportée par Gorrostiaga comporte 4 éléments :

1. Négocier de manière autonome et sans intervention extérieure, un plan de paix au niveau régional et à l'intérieur même de chaque pays.

Partant du postulat que la révolution par la seule voie des armes est dorénavant impossible en Amérique centrale, l'auteur souligne que cette région se trouve devant 2 choix : ou elle s'engage dans un processus de paix négociée, ou elle s'enfoncera dans une crise permanente, dans ce qu'il nomme une "libanisation" de l'Amérique centrale.

Pour être crédibles, ces accords de paix doivent apporter des solutions à des problèmes concrets vécus par la population, tel celui de la faim. De même, la négociation ne doit pas être exclusivement réservée aux pouvoirs et structures en place mais créer des espaces de discussion autonomes pour des représentants du peuple (femmes, jeunes, paysans, travailleurs, etc.), aux idéologies et horizons différents. La solution fondamentale à la crise doit venir du peuple et la création de tels espaces lui permettrait de faire des pressions de manière plus efficace sur les "hautes sphères".

2. Mettre en place un modèle de développement économique alternatif basé sur la satisfaction des besoins de base de la population, l'auto-suffisance alimentaire, l'incorporation de toutes les couches de la population, la diversification des partenaires commerciaux et l'intégration économique des pays d'Amérique centrale.

L'Amérique centrale a le potentiel économique pour vaincre la misère en son sein. Le problème n'est pas la pauvreté mais l'injustice et le modèle économique actuel basé sur la production de "desserts" (café, fuits etc.). Le contexte actuel de trilatéralisation de la concurrence internationale peut se révéler favorable à un changement à ce niveau, si les pays d'Amérique centrale se solidarisent, s'intègrent et élaborent une stratégie commune de développement. La communauté internationale, par la voie entres autres de la CEE, des pays nordiques et du groupe de Contadora, a reconnu le potentiel économique de la région et n'attend que la résolution du problème politique pour matérialiser ses projets et investir.

3. Favoriser la participation réelle des masses populaires d'Amérique centrale et les inclure dans le nouveau projet de société, dans le processus politique et économique

Sans cette inclusion des masses populaires, plus particulièrement des femmes, des autochtones et des jeunes (52% de la population) - qui ont joué un rôle crucial dans l'Histoire - aucun développement réel ne pourra voir le jour en Amérique centrale.

4. Consolider l'intégration centro-américaine par la création d'institutions régionales

Trois institutions centro-américaines devraient être créées pour permettre la sauvegarde la paix, de la démocratie et du développement en Amérique centrale:

- un parlement qui pourrait contribuer à résoudre les problèmes politiques régionaux (déjà 4 présidents ont appuyé cette idée);
- un conseil économique et social qui serait la forme institutionnelle permettant à la société civile de participer dans les organismes de la nouvelle intégration;
- une cour de justice qui permettrait aux pays d'Amérique centrale de régler eux-mêmes leurs conflits.

Cette proposition reste encore à être étayée, certes, mais elle a l'avantage de relancer le débat et d'amener des pistes de solution nouvelles et intéressantes. Le Nicaragua ne représente donc pas le seul modèle alternatif mais sa seule existence suffit à maintenir l'espoir en une victoire sur l'injustice et

l'oppression. De là la ténacité des États-Unis à le combattre et la ferveur des centro-américains à le défendre.

"Le Nicaragua : un échec économique, la preuve que les processus de changement populaires ne mènent à rien", disent les supporters de l'Oncle Sam. Et de répondre les peuples d'Amérique centrale : "Non, le changement est possible mais sa voie est très, très douloureuse et semée d'embûches, d'erreurs et de privations". Malgré ses difficultés économiques, les attaques répétées à son endroit, l'aide versée aux contras par les États-Unis et quelques erreurs de parcours, le Nicaragua a tenu bon. Même si l'espoir des Nicaraguayens faiblit par moment, la résistance - elle - demeure et, aux dires de plusieurs, ne disparaîtra jamais. La stratégie du géant a échoué : l'espoir brille toujours dans les yeux de milliers de latino-américains

et développe et alimente leur créativité. Le projet alternatif reste viable. Et voilà bien ce qui inquiète les États-Unis qui tentent par tous les moyens d'implanter leur modèle dans les esprits latino-américains et de contrer cette espérance et cette créativité si "subversives".

Au Nord, des esprits endormis par la consommation et le désenchantement s'ouvrent à la vue de tous ces "David" des temps modernes. De l'Amérique latine nous vient un vent d'espérance, de foi, de créativité qui change nos propres mentalités et nous redonne courage.

(1) Xabier Gorroitiaga "Perspectivas sociopolíticas y teológicas sobre la paz en CentroAmérica" in En coll., CONFLICTO Y UNIDAD LATINO AMERICANA, Mexico, Secretariado Internacional Cristiano.

CLINS D'OEIL ET SOURIRES DU NICARAGUA

par Raymonde Fortier

Quelques impressions rapportées de notre voyage au Nicaragua en juillet dernier, de notre premier contact avec cette réalité!

Un sourire - celui de Josefina - nous accueille en terre nicaraguayenne. Un sourire qui sera suivi de plusieurs autres tout au long de notre séjour. Un sourire fier, empreint de dignité, comme un clin d'oeil aux vicissitudes de la vie, aux coups bas du journal *la Prensa*, aux assauts répétés contre les efforts déployés par le peuple nicaraguayen pour bâtir une société nouvelle.

Encouragés par ces sourires, nous prenons la route des quartiers de Managua où nous serons logés... et nous découvrirons l'accueil nicaraguayen. Des familles nous ouvrent avec simplicité la porte de leur maison, de leur quartier, de leur vie quotidienne. Pendant deux semaines, nous partagerons la vie de ces femmes, de ces enfants et de ces hommes. Une vie de quartier riche, intense et soutenue.

Bercés par ces premières impressions, nos sourires se figent cependant à la vue de la misère qui sévit dans certains quartiers de Managua. A la vue de ces agglomérations de maisons rapiécées - qui



Tomas Borge, ministre de l'Intérieur du gouvernement sandiniste avec Raymonde Fortier, déléguée de la Coalition Romero de Montréal

ressemblent étrangement aux bidonvilles d'autres pays d'Amérique latine - de ces femmes et enfants en haillons, aux mains tendues, qui hantent les marchés et places publiques, de ces vendeur-euse-s ambulante-s qui offrent inlassablement mille et un petits objets...

Un étonnement douloureux, un doute, accompagnent ces découvertes, on se croirait à Santiago ou dans quelqu'autre pays d'Amérique latine. En entrant

au pays de la révolution, on s'attend à des miracles... et on ne comprend pas toujours la réalité. Mais au fil des conversations avec des militant-e-s et avec le peuple nicaraguayen, l'énigme se dénoue et notre "conversion" s'effectue. Des erreurs de parcours du gouvernement sandiniste, les effets de la guerre et de la Contra, de l'embargo américain et du désordre économique international - qui assaille également tous les pays d'Amérique latine - viennent expliquer la présence de ces résidus d'un système qu'on croyait, de loin et de manière ingénue, à jamais révolu au Nicaragua.



L'incompréhension - voire même la méfiance - s'estompe, la vision à l'"eau de rose" de la révolution suit le même cours et la réalité se révèle au grand jour.

Réalité d'un gouvernement qui, malgré ses erreurs et ses faiblesses, semble réaffirmer son désir de construire une société nouvelle, relevant les défis, réparant ses bévues (aidé en cela par des pressions internes et externes) et bravant les embûches qui ne manquent pas de se dresser sur sa route. Un gouvernement certe, et en ce sens qui doit être surveillé et à qui on doit apporter des critiques constructives mais un gouvernement <<nouveau genre>> qui semble plus accessible et plus ouvert aux demandes de son peuple, cherchant à construire sur les ruines du passé un présent et un avenir meilleurs.

Réalité, surtout, d'un peuple qui a subi et subit toujours - depuis trop longtemps - les assauts des pouvoirs économiques dominants extérieurs. Certains problèmes dont la répression et l'analphabétisme ont à toute fin pratique disparu de ce pays, mais la propagande idéologique de la droite de même que les privations économiques, le chômage et la perte d'êtres chers en raison de la guerre menée par les contras, causent toujours des ravages. Et l'essoufflement gagne une partie du peuple. Sans pour autant tomber

automatiquement dans l'opposition organisée contre le régime en place, ces gens émettent des critiques et crient au monde entier leur douleur, leurs difficultés et leur droit de vivre décemment, de

construire, sans agression extérieure, la société nouvelle à laquelle ils aspirent et dont ils ont entrevu les premières lueurs.

De retour du Nicaragua, nous gardons en mémoire ces nombreux visages qui - malgré leur fatigue - restent marqués du sceau de la résistance, de la détermination et de la croyance en un changement. Celui de Mario qui puise dans la mort de ses parents tués par les contras(1), le sens profond de son engagement chrétien; ceux de Soraya et Marcia qui - avec courage - font la promotion au quotidien des droits des femmes; celui de Lijia - âme du quartier - toujours prête à appuyer les membres de sa communauté; celui de Josefina qui croit profondément dans le potentiel de son peuple et le défend avec conviction et amour. Des centaines de milliers de visages déterminés qui, le 19 juillet à Managua, se sont joints pour réaffirmer leur adhésion au processus en cours et leur amour pour leur patrie : "Jamás hubo tanta patria en un corazón"(2) disait la consigne.

Terminé ce voyage au pays de la révolution - au "paradis" comme le disait Maria - une Mexicaine de passage à Managua et vivant en périphérie de Mexico. Nous en ressortons enrichis, remplis d'idées et d'espoir. Les Nicaraguayens et Nicaraguayennes ont su nous communiquer ce courage, cet idéal et cette détermination qui dépassent les embûches dont leur vie est pavée.

(1) cf témoignage sur Mery et Felipe Barrera dans ce même numéro du Caminando

(2) Jamais il n'y a eu autant de patrie dans un cœur

Nous revenons donc de ce voyage très stimulé-e-s par tout ce que nous y avons vécu. La Rencontre Romero a été globalement très satisfaisante et la vie avec nos ami-e-s Nicaraguéen-ne-s et d'autres pays du globe a été follement motivante pour notre solidarité et notre foi mutuelles. Nous revenons plus que jamais attentif à tout ce qui se passe en Amérique latine, tout particulièrement en Colombie, au Nicaragua et en Amérique centrale en générale.

Quelques défis...

1- Développer un réseau de communication et de solidarité entre les groupes intéressés à célébrer Romero en Amérique du Nord. Notre premier défi à cet égard se situe bien évidemment au niveau Québec/Canada; nous pourrions réunir les représentant-e-s de cinq organismes-clés, soient le Christian Task Force on Central America de Vancouver, Développement et paix national, l'Inter-Church Committee on Human Rights in Latin America de Toronto, le groupe de l'Église unie d'Edmonton, et la Coalition Romero de Montréal.



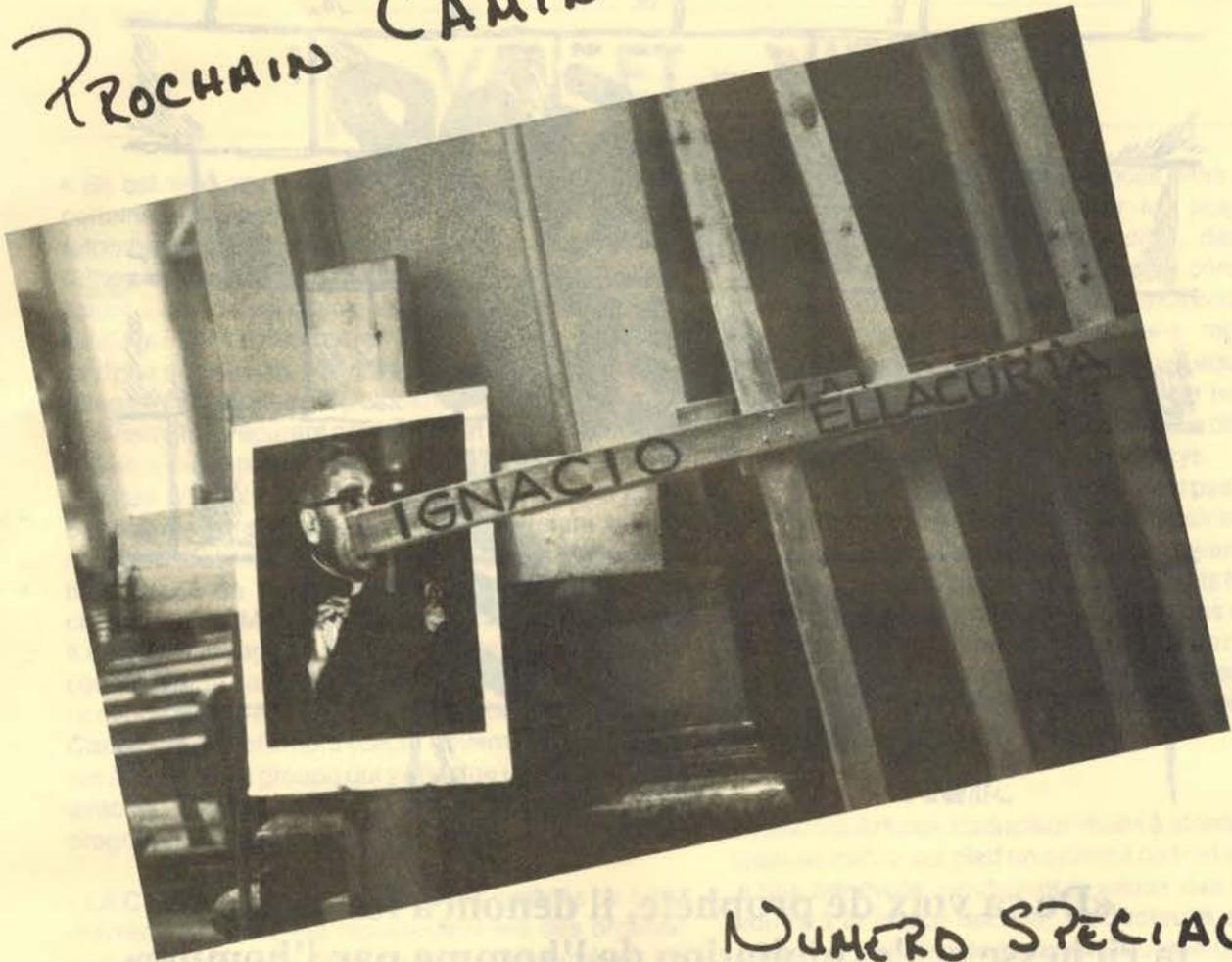
Daniel Ortega rencontrant les délégations Internationales à la rencontre Romero

2- A l'approche des élections au Nicaragua, organiser une vaste campagne de solidarité (levée de fonds pour le FSLN, campagne d'information dans les réseaux de solidarité comme dans les grands médias, etc.).

3- Étudier la possibilité d'accueillir ici à Montréal la prochaine Rencontre internationale en 1991 (trois lieux étaient envisager: Montréal, Santo Domingo ou la Colombie). Ou encore organiser ici dès l'an prochain (**automne 90**), **une rencontre intermédiaire** en vue de préparer la grande Rencontre internationale de 1991.

4- Préparer notre participation à la Semaine internationale de solidarité avec l'Amérique centrale qui aura lieu du 18 au 25 mars 1990 à San Salvador. L'idée de cette Semaine internationale de solidarité a été lancée par dom Pedro Casaldaliga pour célébrer les dixièmes anniversaires de trois grands événements: la révolution sandiniste au Nicaragua, le massacre des paysans à l'ambassade d'Espagne au Guatemala et l'assassinat de Monseigneur Romero au Salvador. Nous devons envisager la possibilité d'y envoyer une délégation.

PROCHAIN CAMINANDO



NUMERO SPECIAL SUR LE EL SALVADOR





«De sa voix de prophète, il dénonça les idoles :
la richesse et l'exploitation de l'homme par l'homme»

**Si vous êtes intéressé-e à participer à la préparation et à
l'organisation de la prochaine Marche-célébration Romero
n'hésitez pas à contacter la Coalition
des organismes qui en est responsable.**

Comité d'organisation

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine • 387-2541
Centre de pastorale en milieu ouvrier (C.P.M.O.) • 527-8291
Développement et Paix régional de Montréal • 527-2407
L'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (A.C.A.T.) • 933-2973
Social Justice Committee • 933-6797 □ L'Entraide Misssionnaire • 270-6089
Jeunesse du Monde - Montréal • 271-5473 □ YMCA de Montréal • 849-5331
Communauté «Mgr Romero» de réfugié-e-s d'Amérique centrale • 932-7133

VA - ET - VIENT

• Si il est vrai que les voyages forment la jeunesse, certaines membres du Comité chrétien vont bientôt retomber en enfance. **Clotilde Lemay** et **Jeanne Fontaine** ont passé le mois d'octobre en Europe pour participer à une rencontre de leur communauté des Auxiliatrices. Fin septembre et début octobre, **Barbara Zerber** a de son côté été visité ses ami-e-s du camp de réfugiés salvadoriens à Colomoncagua au Honduras. Ces derniers préparent activement et avec beaucoup de bonheur leur rapatriement au El Salvador prévu pour le mois de décembre (si les événements en cours au El Salvador le permettent). Barbara y retournera à cette occasion, accompagnée d'une délégation d'observation formée de représentant-e-s des communautés chrétiennes de Montréal. **Denise Girard** revient, quant à elle, d'un voyage au Lesotho où elle a rencontré des consoeurs de sa communauté des Soeurs des saints-noms-de Jésus-et-de-Marie. Enfin, notre amie **Denise Caron** est actuellement (début novembre) au Honduras avec un petit groupe qui y effectue un stage en lien avec le Groupe de travail sur le Honduras et les programmes internationaux du YMCA.

• La **Coalition Romero** a repris ses activités de belle manière. En effet, les représentant-e-s des organismes membres de la Coalition se sont retrouvé-e-s les 26 et 27 octobre derniers à la maison de campagne communautaire la Botte de foin, pour réfléchir ensemble sur la thématique à privilégier pour souligner le dixième anniversaire de l'assassinat et de la résurrection de Oscar Romero. **Les processus de démocratisation**, la conquête et l'exercice des pouvoirs dans la société civile par les pauvres en vue de leur libération, voilà en gros les éléments autour desquels se bâtera la thématique de l'Événement Romero 90.

Comme le disaient les communautés de base qui priaient à la suite de l'assassinat de Rutilio Grande, toutes les répressions ne pourront jamais empêcher le printemps d'arriver. C'est aussi animer de cette profonde espérance que nous préparons à nouveau la célébration Romero qui nous permettra de souligner trois dixièmes anniversaires: l'**assassinat de Monseigneur Romero** le 24 mars 1980, le **massacre des paysans guatémaltèques** le 31 janvier 1980 à l'ambassade d'Espagne et les débuts de la **révolution sandiniste** le 19 juillet 1979. on se rappelle que la coïncidence de ces trois événements a permis à **Dom Pedro Casaldaliga** de lancer une Année internationale de solidarité avec l'Amérique centrale qui se terminera le 25 mars 1990. Nous vous tiendrons bien évidemment au courant de l'évolution des préparatifs pour l'Événement Romero.

• Vous pensez prendre des vacances dans le Sud cet hiver? Que diriez-vous d'oublier les plages de la **République dominicaine**? En effet, derrière ces plages, près de 500 000 Haïtiens sont condamnés à couper la canne à sucre dans des conditions d'esclavage inhumaines. Les Canadien-ne-s représentent 30% du volume touristique de la République dominicaine. Avec le choix qu'il a d'aller ou de ne pas aller dans ce pays, le touriste peut jouer un rôle déterminant dans la solution du problème des bateys.

Le but du boycott des plages n'est pas de causer l'effondrement de l'économie dominicaine, mais de priver les autorité dominicaines des revenus touristiques tant et aussi longtemps que les droits fondamentaux des travailleurs haïtiens ne seront pas respectés. Pour plus d'informations, communiquez avec le **Comité québécois pour la reconnaissance des droits des travailleurs haïtiens en République dominicaine**: (514) 521-0095.

• **Antonio Artuso**, traducteur vivant à Montréal, est en train de mettre sur pied un collectif de traducteurs qui, à titre bénévole, serviraient la cause des organisme voués à la justice sociale. **Traducteurs sans frontières** est un projet de réseau multilingue qui offrira en priorité ses services pour défendre la cause des droits de la personne, du développement, du désarmement et de l'écologie. Les personnes intéressées à faire partie de ce collectif sont priées de contacter Antonio Artuso au (514) 737-4682.

• Au cours des dernières semaines, le Comité chrétien a eu le plaisir de recevoir la visite de **Ivonne Gebara**, théologienne brésilienne de passage au Québec pour participer au congrès de l'Entraide missionnaire. Ivonne doit revenir nous voir le printemps prochain. **Pierre LeVallois**, capucin, qui vit depuis plusieurs années en Uruguay, est aussi venu nous entretenir du contexte général de ce pays en mettant un accent particulier sur la question des droit humains et de l'histoire récente de lutte pour la libération. **Ricardo Zuniga**, coordonnateur de CEPA au Nicaragua et membre du Secrétariat international de solidarité Oscar Romero, est passé faire un saut au Comité par un bel après-midi d'automne. Finalement, nous avons aussi reçu **Cécile d'Anselme** de la communauté des Auxiliatrices, qui travaille depuis plusieurs années au Nicaragua dans une perspective d'éducation et de justice sociale avec les communautés de base.

Sommaire

Le souffle du Nicaragua	2
Grandeurs et misères d'une révolution	3
Les relations Nicaragua-USA	11
Une terre de libérations	12
Martyrs de la révolution	17
Portrait d'une révolution en marche	19
L'engagement concret de la solidarité	22
L'agression doit cesser	24
Message des évêques latino-américains	25
Rapport de la rencontre Romero à Managua	27
Va-et-vient	35

Le **Caminando** est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié cinq fois par année.

Adresse: 25, rue Jarry ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone: (514) 387-2541; nous avons maintenant un FAX dont le numéro est le même que notre numéro de téléphone.

Ont collaboré à ce numéro: Raymonde Fortier, Daniel Laprès, Nicole Leduc, Lorraine Guay, Jean Robitaille, Aline Sarrazin, Jean François Aubin.

Prochain numéro du Caminando: spécial El Salvador.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec

Voici un coupon pour vous abonner au Caminando ou pour abonner un-e ami-e:

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ **Code postal** _____

Abonnement (5 numéros par année): 10\$ au Canada et 12\$ à l'étranger